

# *l'Anti*capitaliste

n°350 | 15 septembre 2016 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

## Ils ne nous représentent pas

# FAISONS ENTENDRE LA VOIX DE

# L'ANTI-

# Capitalisme

**Dossier**

**TRANSPORT  
AÉRIEN** Pages 6 et 7

**ÉDITO**

**Train direct Florange-Belfort:  
le gouvernement roule pour  
le patronat**  
Page 2

**PREMIER PLAN**

**MigrantEs: quand Paris imite Calais**  
Page 2



**ACTU INTERNATIONALE**

**Gabon: affaires de famille,  
mais gros enjeux**  
Page 5

**LIBRE EXPRESSION**

**Entretien avec  
François Ruffin**  
Page 12



Par GAËL KLEMENT

## Train direct Florange-Belfort : le gouvernement roule pour le patronat

Le groupe Alstom a annoncé sa volonté de liquider en deux ans l'usine historique d'où était sortie sa première locomotive à vapeur en 1880, et qui emploie encore 480 travailleurs et produit notamment les TGV. Seules les activités de maintenance seront maintenues, au mieux quelques dizaines d'emplois. 400 emplois sont visés, sans compter la sous-traitance et les emplois induits. Mais il n'y aura « ni plan social ni licenciement », chaque salarié pouvant « être transféré sur un autre site », selon la direction. En somme, accepter de bouleverser sa vie selon les caprices des actionnaires, ou bien pointer au chômage sans indemnité... L'an dernier, à Belfort, l'ex-ministre Macron avait promis : « zéro licenciement chez Alstom Transport » et avait prétendu que l'État pèserait au conseil d'administration. Mais si l'État a pesé, grâce à ses 20% de parts rachetés à Bouygues, ce n'est pas dans le sens des intérêts des travailleurs. Même en étant actionnaire comme à La Poste ou Air France, il ne s'est jamais opposé aux plans de licenciements ou aux réorganisations. La direction d'Alstom invoque une baisse des commandes. C'est pourtant le même jour qu'a été annoncé son partenariat avec la SNCF pour le « TGV du futur » ! Le groupe a aussi décroché de juteux contrats aux USA, en Inde, en Italie, ou dans les Émirats arabes. Quel que soit l'état de son carnet de commandes en France, le groupe ne cesse d'engranger les profits. Pendant que le gouvernement gesticule, de Montebourg à Le Pen, les politiciens font assaut de « patriotisme économique ». Ils prétendent que la vente d'Alstom Énergie au groupe américain General Electric aurait « fragilisé » le groupe. Mais cette vente a surtout permis aux actionnaires d'emporter 3,2 milliards de dividendes (après une vente à 9,7 milliards), en plus des 86 millions de crédit d'impôt recherche et des 6,3 millions de crédit compétitivité offerts par l'État avec leur soutien. Les travailleurEs ne peuvent compter que sur leur mobilisation. Pour préserver les emplois, répartir le travail entre toutes et tous, il faut s'en prendre aux profits des actionnaires et interdire les licenciements : autrement dit, il faut combattre le fonctionnement capitaliste de la société. C'est par la grève et dans la rue que ça se passe ! La colère, et notre solidarité avec les travailleurs d'Alstom, peuvent servir de locomotive. Départ le 15 septembre.

## BIEN DIT

Si la communication gouvernementale a visé les ménages au cours des derniers jours, ce sont en réalité, une fois de plus, les entreprises qui sortent largement bénéficiaires des mesures annoncées. (...) En effet, si les allègements cumulés de ces trois dernières années en matière d'impôt sur le revenu représentent 5 milliards d'euros auxquels il faudra ajouter 1 milliard au titre de la nouvelle mesure applicable en 2017, les allègements des prélèvements des entreprises sont, eux, beaucoup plus conséquents. Le coût du CICE est exorbitant : 11 milliards d'euros en 2014, 17 en 2015 et 18 en 2016. La baisse des autres prélèvements fiscaux représente 3 milliards d'euros en 2016.

Communiqué de SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES « Impôts : jackpot pour les entreprises, des miettes pour les ménages... » publié le vendredi 9 septembre suite aux annonces du candidat Hollande

# Ils ne nous représentent pas Faisons entendre la voix de l'anticapitalisme !

Alors qu'il n'a jamais été autant discrédité et illégitime, Hollande, dans son discours de pré-candidat du 8 septembre, se positionne comme rempart à la droite et à l'extrême droite, comme le garant de l'État de droit et du modèle social...

Lui qui a instauré l'état d'urgence et fait voter, au nom de la lutte contre le terrorisme, des lois liberticides dont la dernière reprend les principales propositions des Républicains. Lui qui était prêt à modifier la Constitution pour y intégrer une revendication de l'extrême droite, celle de la déchéance de la nationalité. Lui qui pendant 4 mois de mobilisation contre la loi travail, a utilisé la matraque pour tenter de faire rentrer dans le rang les milliers de manifestants et a utilisé par trois fois le 49.3 pour faire passer sa loi de régression sociale. Lui qui autorise le licenciement d'un salarié d'Air France et permet la criminalisation des salariéEs de Goodyear et de nombreux militantEs. Lui qui pendant son quinquennat a réduit les acquis sociaux de la majorité des salariéEs. Lui qui pendant 5 ans n'a gouverné que pour le Medef. Le gouvernement bat tous les records d'impopularité, et nous avons tout intérêt à l'approfondissement de cette crise politique.

### Affronter ce gouvernement dans la rue

Plus que jamais, l'urgence en cette rentrée sociale est de combattre sa politique. Les mobilisations sont déjà nombreuses dans différents secteurs : télécoms, éducation, aéroport de Notre-Dame-des-Landes, nucléaire à Flamanville... sans oublier

les nécessaires ripostes antiracistes, contre l'islamophobie ou pour l'accueil des migrantEs, en particulier à Calais le 1<sup>er</sup> octobre prochain. Au vu des annonces de suppressions d'emplois massives à SFR, Teleperformance, Philips, Bouygues, à la Banque de France ou encore à la Banque postale, la question de l'emploi, de l'interdiction des licenciements, doivent aussi être au cœur de nos mobilisations, sans oublier les fermetures d'usine annoncées comme celle d'Alstom à Belfort. La journée de mobilisation de ce jeudi 15 septembre contre la loi

travail est aussi l'occasion de rappeler à ce gouvernement que celle-ci n'est pas plus légitime aujourd'hui qu'avant la coupure estivale. Au-delà, ce sera une nouvelle occasion de faire entendre notre rejet global de sa politique. Nous devons aussi nous battre contre la criminalisation du mouvement syndical car de nombreux salariéEs (dockers du Havre, Goodyear, Air France...) sont traînés devant la justice dans les jours et les semaines qui viennent, et des dizaines de manifestantEs contre la loi travail poursuivis par une justice revancharde.

EN FRANCE C'EST PAS LA RUE QUI GOUVERNE !!!



!!! C'EST LE BAR-PMU!

## À la Une

Contre tout cela, nous sommes toujours aussi déterminés qu'au printemps. Mais nous ne gagnerons pas sans un mouvement d'ensemble du monde du travail. Ensemble, sans attendre 2017, nous devons mettre toutes nos énergies à élargir et faire converger nos résistances.

### S'organiser, se représenter soi-même

Dans cette situation, un fossé toujours plus grand se creuse entre d'un côté la colère sociale, et les partis au pouvoir et les institutions de l'autre. Cette rentrée placée sous le signe de la campagne présidentielle, de ses multiples primaires, de ses petits arrangements entre amis, nous montre une fois de plus cette caricature jusqu'à la nausée. Semaine après semaine, depuis mars, tous les politiciens ont espéré la fin du mouvement contre la loi El Khomri pour reprendre leur jeu politique de préparation de l'élection présidentielle. Avec en première ligne le Front national, hostile aux grèves, aux mouvements sociaux, au blocage de l'économie par les salariéEs. En 2017, il n'y aura ni sauveur suprême ni homme providentiel. C'est bien à nous, « ceux d'en bas », les exploités, les opprimés, de nous représenter nous-mêmes, à l'image de ce que nous avons pu faire ces derniers mois dans les assemblées générales de grévistes, dans les manifestations, sur les places occupées par Nuit debout. Mais, nous l'avons appris, des vagues successives de grèves ne suffisent pas. Nous devons construire une force collective, un parti, pour nous organiser, nous coordonner, renforcer nos combats, réfléchir ensemble sur le meilleur moyen de nous battre et sur la société que nous voulons construire, pour défendre les intérêts du monde du travail et de toute la population. C'est le sens de l'action des militantEs du NPA, actrices et acteurs – avec d'autres – des résistances sociales. Philippe Poutou est aussi à l'opposé de toute l'agitation politicienne : militant d'entreprise, il est présent au cœur des mobilisations, contre la loi El Khomri, de Notre-Dame-des-Landes à Calais... En présentant sa candidature, nous voulons mettre en discussion nos propositions, et faire entendre ces prochains mois une voix nécessaire, celle de l'anticapitalisme.

Sandra Demarcq

## MIGRANT-E-S

# Quand Paris imite Calais

Paris 18<sup>e</sup>, porte de la Chapelle : c'est là que le centre pour réfugiés annoncé par Hidalgo doit ouvrir mi-octobre. Toute honte bue, Emmanuelle Cosse, ministre dans le même gouvernement que Cazeneuve et Valls, a osé déclarer lors d'une conférence de presse commune avec la maire de Paris qu'« accueillir, héberger, accompagner ceux qui cherchent refuge est un devoir inconditionnel pour un État de droit comme le nôtre »...

Accueil ? La zone ne respire pas l'hospitalité. Plus vraiment Paris et pas encore la banlieue : une zone d'entre-deux où il n'y a pas de présence humaine, uniquement le ballet incessant des voitures et des camions. Il faut prendre la rue qui va vers Paris pour trouver quelques magasins autour des stations-services de la porte de la Chapelle. Mais c'est bien plus loin, au bout de cette rue, à 30 minutes à pied,

que se trouve la place de la Chapelle, le quartier vivant et solidaire autour duquel se sont succédé depuis bientôt deux ans la plupart des campements de migrantEs.

### Provisoire

Porte de La Chapelle, les anciens entrepôts de la SNCF qui abriteront le centre sont coincés entre le boulevard extérieur et le périphérique et bordés d'un côté par l'échangeur qui va vers

Saint-Denis et l'autoroute du nord, de l'autre par les voix ferrées où circulent les trains... qui vont notamment à Calais !

Tout évoque d'ailleurs Calais dans la stratégie mise en place. En 2014, les flics avaient chassé les migrantEs des campements et squats du centre de Calais pour les repousser en périphérie vers ce qui devint la « new jungle », cassant ainsi les expériences d'échanges et de solidarité entre migrantEs et habitantEs

des quartiers et exacerbant les tensions. Alors combien de temps avant ici aussi des barbelés le long des voix ferrées et de l'échangeur ? Sachant qu'il y a déjà des grilles, plus loin, là où des campements s'étaient installés. La mairie a mis plus d'un an pour trouver le lieu. Et pourtant il est provisoire (!) car le terrain n'est disponible que pour deux ans. L'architecte payé par les autorités pour « aménager » le lieu s'est mis au diapason du cynisme ambiant pour vanter son « œuvre » : « nous nous sommes inspirés de l'héritage du camping, des mobile-homes, de l'habitat nomade » !

### Précaire

Il suffit pourtant de marcher 10 minutes vers Paris pour croiser un autre terrain de la SNCF, disponible, où sort de terre un projet immobilier qui ne s'inspire en rien de l'art du bidonville... Il faut dire qu'il n'est pas destiné aux migrantEs ! Celui-ci promet 900 logements mais



# Un monde à changer

**FLICAGE DES ALLOCATAIRES DU RSA.** Montrer du doigt, désigner comme bouc émissaires les premières victimes de la crise, est une recette dont usent et abusent souvent les premiers responsables de la situation... Ainsi, dans les départements du Nord et du Haut-Rhin, les bénéficiaires du RSA doivent aujourd'hui subir une pression accrue de l'administration.

Sous la férule de son nouveau président LR, Jean-René Lecerf, le conseil départemental du Nord le dit : le RSA coûte trop cher, il faut donc traquer les prétendus « fraudeurs » en procédant à un contrôle rigoureux des allocataires, à commencer par leur inscription à Pôle emploi. Aussi, sur les 115 000 bénéficiaires du RSA dans le Nord, le département aurait repéré 45 000 personnes qui oseraient toucher l'allocation sans être inscrites à Pôle emploi ou dans un quelconque parcours d'insertion... 5 000 d'entre eux ont déjà reçu un courrier les invitant à régulariser leur situation sous peine de radiation, et 2 000 auraient déjà été sanctionnés.

Encore plus fort, le département du Haut-Rhin veut, lui, désormais contrôler le compte bancaire des bénéficiaires du RSA et leur demande donc de fournir leurs relevés. Si les principaux concernés dénoncent à juste titre une intrusion, le conseil départemental, présidé par Éric Straumann (lui aussi LR), va encore plus loin : il veut conditionner le versement du RSA à sept heures de bénévolat hebdomadaires. Une mesure qui serait mise en place le 1<sup>er</sup> janvier 2017, mais vivement contestée, même par l'État qui a saisi en avril dernier le tribunal administratif de Strasbourg... mais sans décision jusqu'à présent.

Pourquoi personne ne rappelle que, dans le même temps, 35% des possibles bénéficiaires du RSA n'en font tout simplement pas la demande ? Peut-être parce que la chasse aux pauvres devient aujourd'hui un sport national : une dizaine d'autres départements auraient contacté leurs homologues alsaciens et nordistes pour organiser à leur tour ce flicage généralisé.

## USA Obama au Laos : des excuses qui n'effacent pas les crimes

Après avoir assisté au G20 à Hangzhou en Chine, Barack Obama est allé au Laos pour le sommet de l'ASEAN (l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est).



Quand l'impérialisme étatsunien veut aspirer toute une région... DR

Le Laos est le pays du monde qui a reçu le plus grand nombre de bombes par habitant. Au cours de la guerre du Vietnam lorsque les USA ont voulu couper les voies d'approvisionnement du Nord-Vietnam, ils ont largué plus de deux millions de tonnes de bombes : une bombe toutes les 8 minutes pendant neuf ans. Environ 30% d'entre elles n'ont pas explosé, soit 80 millions de bombes à fragmentation qui ont depuis tué ou blessé plus de 20 000 personnes...

Obama a présenté ses excuses, tout en annonçant une augmentation de l'aide censée permettre de mettre fin à cette continuelle menace mortelle pour les Laotiens. Ces excuses tardives ne sont pas désintéressées, et viennent, cyniquement, servir les visées des USA en Asie. Ces excuses au nom d'un « *devoir moral* » vis-à-vis des Laotiens ont bien peu de crédibilité venant d'un chef d'État qui agit dans la

continuité de ses prédécesseurs, avec le même objectif de perpétuer, contre les peuples, le leadership de la première puissance mondiale.

### La Chine en ligne de mire

Les gestes diplomatiques d'Obama visent à reprendre pied en Asie face à la Chine. « *L'Asie-Pacifique sera plus importante dans le siècle à venir pour les États-Unis et pour le monde. En tant que nation du Pacifique, nous sommes là pour rester. Dans les bons comme dans les mauvais jours, vous pourrez compter sur les États-Unis d'Amérique* », a-t-il déclaré pour justifier sa politique dite du « *rééquilibrage* ». En ligne de mire, la Chine dont l'émergence

comme puissance mondiale est « *bienvenue* »... à condition cependant qu'elle se comporte en « *acteur responsable* ».

En clair, Obama entend définir un mode de coexistence qui lui permette de contenir le déploiement chinois, tout en gagnant des positions et des alliés. Et il redécouvre le respect de la souveraineté territoriale et de la liberté de naviguer, contre les ambitions maritimes de sa rivale en mer de Chine. Il entonne une vieille chanson : « *la démocratie peut s'épanouir en Asie* ». Il voudrait voir le Laos évoluer comme le « *grand frère* » vietnamien : une libéralisation de l'économie qui ouvre bien des portes, sinon à la

démocratie du moins à des accords politiques, à l'image aussi du Cambodge et de la Birmanie.

La Corée du Sud a accepté, le 8 juillet, que l'armée américaine déploie sur son territoire un système d'interceptions antimissiles. Quant aux Philippines, elles se sont résolues en mars à rouvrir l'accès à cinq de ses bases aux soldats américains qui en avaient été expulsés à la fin de la guerre froide. Ancienne colonie américaine, elles demeurent l'un de ses plus proches alliés en Asie du Sud-Est, notamment au sujet des différends territoriaux avec Pékin sur la mer de Chine méridionale. Les deux pays sont liés par un traité d'alliance militaire que les récentes insultes de Rodrigo Duterte, le nouveau dictateur populiste, à l'égard d'Obama ne remettront probablement pas en cause. Pour accentuer sa politique d'ouverture, Obama compte sur la ratification d'un accord de libre-échange (le TPP). Selon lui, « *un échec n'aura pas seulement des conséquences économiques, il remettra en question le leadership de l'Amérique dans cette région vitale* ». Le libre-échange, c'est aussi le militarisme : bientôt, 60% de la flotte américaine seront concentrés dans la région Asie-Pacifique.

Yvan Lemaître



Bienvenue à Paris! DG

aussi 33 000 m<sup>2</sup> de bureaux et 40 000 m<sup>2</sup> pour des commerces et une pépinière d'entreprises, bref « *un nouveau quartier urbain et logistique pour un 18<sup>e</sup> arrondissement plus durable* ». Des investissements, un nouveau quartier : est-il

mauvais l'esprit qui voit peut-être là la raison pour laquelle la localisation du centre est si provisoire ?

De durabilité et d'espace en tous cas, pour les migrantEs, il n'est pas question. Le centre n'est prévu que

pour 400 (et peut-être ensuite 600) hommes ! L'hébergement durera au maximum 10 jours et le centre ne sera ouvert que de 8 heures à 20 heures. Pour les femmes et les enfants, un autre centre devrait ouvrir, plus tard, de l'autre côté du périphérique, cette fois, à Ivry-sur-Seine (94). De l'autre côté de Paris aussi...

### Nouvelle « jungle » ?

Pas difficile de prévoir ce que ces chiffres dérisoires et ces conditions indignes vont provoquer de violence, de dépit et d'inefficacité. Non loin de la place de la Chapelle, à Stalingrad et Jaurès, près d'un millier de migrantEs, traquéEs, sont là, éclatés dans quatre campements. C'est une nouvelle « jungle » de Calais qui va se construire aux portes de Paris autour de ce centre.

Et c'est encore l'association Emmaüs qui collabore à cette saloperie. L'État, qui supprime des postes dans la

fonction publique, va financer le recrutement de 200 nouveaux travailleurs sociaux pour l'association qui sera en charge de la gestion des lieux. Ce qui n'empêche pas Emmaüs, qui reçoit des fonds pour chaque réfugié « accueilli » (en fait trié), de faire appel aux « dons des particuliers et des entreprises ». Quant aux bénévoles qui voudront donner un coup de main, ils et elles devront d'abord montrer patte blanche en adhérant à Emmaüs pour pouvoir entrer dans le centre. Quant à l'avis des migrantEs...

Calais, Paris, le lien ne peut plus être ignoré. Le 1<sup>er</sup> octobre prochain, la CISPM (Coalition internationale des sans-papiers et migrantEs) appelle à aller manifester à Calais. Le départ des cars pourrait bien avoir lieu porte de la Chapelle. Comme un appel à repeupler nos zones d'ombre. En faisant sauter les frontières. Pour que Paris épouse Calais.

Denis Godard

## Le chiffre

# 7 500

C'est, en euros, ce que l'on pouvait déboursier pour manger avec Macron, à l'occasion d'un dîner de levée de fonds pour son mouvement organisé jeudi 8 septembre à Londres. Il fallait déboursier beaucoup moins pour partager un sandwich merguez frites avec Philippe Poutou sur le stand du NPA de la Fête de l'Humain...



## Agenda

**Jeudi 15 septembre, journée de grève et de manifestation pour l'abrogation de la loi travail.**

À Paris, manifestation à 14 h, de Bastille à République.

**Jeudi 22 septembre, rassemblement de soutien aux inculpés de la campagne BDS, Toulouse.**

À partir de 13 h, devant le tribunal de grande instance, palais de justice, 2, allée Jules-Guesde. Voir article en page 8.

**Jeudi 29 septembre, meeting du NPA, Rouen.**

Avec Philippe Poutou, candidat à l'élection présidentielle et Christine Poupin, à 20 h à la Halle-aux-toiles.

À SUIVRE SUR  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## NO COMMENT

Il n'y a pas de différence entre l'islam et l'islamisme. Ceux qu'on appelle nous des islamistes, eux, s'appellent des musulmans. Et d'ailleurs, quand vous dites Daech, vous dites l'Etat islamique. Pourquoi ? Parce qu'ils appliquent l'islam. Tout ce qu'ils font est sous-tendu par des sourates de l'islam. Quand ils égorgent des adversaires, c'est écrit dans le Coran qu'il faut égorgier des juifs et des chrétiens...

ÉRIC ZEMMOUR sur l'antenne de RTL  
mercredi 7 septembre

## l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
01 48 70 42 27  
[redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)

**Diffusion :**  
01 48 70 42 31  
[diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

**Administration :**  
01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur  
de publication :**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction :**  
Manu Bichindaritz

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
Mail : [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

IMPRIM'VERT®



CAHUZAC, BYGMALION, PS, UMP-LR...

## Les affaires et leur monde

Le procureur de Paris demande un procès en correctionnelle contre Sarkozy suite à l'affaire Bygmalion dans le même temps que s'est ouvert le procès de Cahuzac, l'ancien ministre du Budget de Hollande...

« Qui imagine le général de Gaulle mis en examen ? » Le 28 août dernier, l'attaque de Fillon contre son ancien patron était rude, mais elle n'avait guère ému Sarkozy tant, dans ce monde, l'impunité est de règle. La requête d'un procès en correctionnelle par le procureur de Paris sur l'affaire Bygmalion et l'affaire de France 2 pourraient bien faire plus de bruit.



Cahuzac de retour aux affaires... DR

### De droite...

Le directeur de l'info de France 2, Michel Field, avait en effet accepté, à sa demande, de ne pas diffuser une enquête de l'émission « Envoyé spécial » sur l'affaire Bygmalion avant la primaire de la droite. Il a dû finalement reculer face à la détermination de la responsable de l'émission, Élise Lucet, et grâce aux révélations du *Canard enchaîné*. L'émission sera programmée avant la primaire et un extrait en a déjà été diffusé au journal de 20 heures ce 8 septembre : Franck Attal, le dirigeant de la société chargée de l'organisation des meetings de campagne de Sarkozy en 2012, y explique comment sa société avait établi une double comptabilité pour masquer une part énorme de ses dépenses. C'est ainsi que celles-ci auraient dépassé le plafond officiel des dépenses autorisées pour chaque candidat – 22,5 millions d'euros – de 30 millions d'euros, et non « seulement » de 466 000 euros, ce qui avait déjà provoqué l'invalidation de ses comptes de campagnes. Une autre affaire pour laquelle Sarkozy est encore sous le coup d'une mise en examen depuis juillet 2014 est celle dite des « écoutes téléphoniques » : la mise sur écoute de la ligne secrète qu'avait ouverte Sarko au nom de « Paul Bismuth » avait révélé qu'il avait tenté de corrompre un haut magistrat pour obtenir des informations confidentielles sur le dossier Bettencourt. Sarkozy, son avocat, crient évidemment au complot, pardon, à « l'acharnement judiciaire »...

### ... à gauche

Quant à Cahuzac, il a choisi de se défendre des accusations de fraude fiscale qui pèsent sur lui en disant qu'il avait dissimulé ces centaines de milliers d'euros pour la campagne de Michel Rocard... qui, décédé récemment, est bien en peine de pouvoir le démentir. Il y a plus qu'une concomitance entre les deux affaires qui ont éclaté en juillet 2013. D'une part parce que l'affaire Cahuzac concerne aussi Hollande et la plupart de ses ministres qui étaient parfaitement au courant des malversations du ministre du Budget. D'autre part, parce que c'est en enquêtant sur l'affaire Bettencourt et Woerth que *Mediapart* a mis au jour le scandale Cahuzac. En 2008, Woerth alors ministre du Budget avait refusé à un inspecteur des finances l'accès au dossier Cahuzac. Un service que lui avait rendu Cahuzac, devenu ministre en 2012, en commandant un rapport innocentant Woerth sur l'affaire de l'hippodrome de Chantilly.

Ces affaires jettent une lumière crue sur la réalité des milieux gouvernementaux, qu'ils soient de droite ou de gauche, et de leurs liens avec les grandes fortunes. Eux qui n'ont que l'intérêt général à la bouche lorsqu'ils voudraient nous convaincre d'accepter des sacrifices supplémentaires, imitent ou révent d'imiter dans leur mode de vie et leurs combines les milieux d'affaires dont ils servent les intérêts.

Difficile de dire si Sarkozy passera ou non à travers les mailles mais une chose est sûre, les scandales ne cesseront pas tant que l'affairisme officiel, le capitalisme sera en place.

Galie Trépère

## FÊTE DE L'HUMANITÉ

# Une gauche qui n'est pas à la fête...

Il y avait du monde à l'édition 2016 de la Fête de l'Humanité, mais une affluence en baisse, d'après les premiers chiffres annoncés par le journal lui-même : 450 000 contre 500 000 l'an dernier. On ne peut pas dire que ce soit la faute à la météo, mais plutôt au manque d'enthousiasme que peuvent susciter tout les prétendantEs à une candidature « de gauche » dont personne ne voit bien où elle se situerait vraiment !

On a bien compris que les quatre concurrentEs, Jean-Luc Mélenchon, Benoît Hamon, Arnaud Montebourg et Cécile Duflot, venus à l'invitation du non-candidat (quoique, il faut voir) Pierre Laurent, critiquent devant le public de la fête la politique du gouvernement Hollande, combattue sur le terrain par celles et ceux qui les écoutaient.

### Arnaud ou Jean-Luc ?

Mais que signifie « rassembler les forces de gauche pour éviter le spectre d'un 21 avril » proposé par Montebourg ? Avec ou sans le PS ? Et quelle perspective que celle d'appeler à « la soumission et la collaboration de la finance à l'intérêt du pays », quand personne n'a oublié sa capitulation devant Arcelor Mittal ?

Quant à Jean-Luc Mélenchon, s'il s'appuie sur les sondages pour enfile le costume de meilleur candidat, il est bien loin d'amener des réponses politiques aux interrogations. Ce n'est pas avec des envolées lyriques sur « le plus grand dénominateur, c'est l'insoumission » ou « l'enjeu des luttes des classes, ce n'est pas la richesse, c'est la conscience » que l'on avance sur les moyens de renverser le rapport de forces par rapport au Medef, d'établir un contrôle du monde du travail et de la population sur le fonctionnement et les choix des entreprises, ou de rompre avec les politiques d'austérité et de répression au niveau européen. Elle est bien loin la campagne de 2012 : la posture d'homme providentiel qui avait alors enclenché une dynamique militante, n'est plus d'actualité car nombre de ces militantEs attendent autre chose après l'expérience du mouvement contre la loi travail.



### Au PCF, c'est quand qu'on va où ?

Le problème des militantEs et sympathisantEs du PCF, c'est que ce n'est pas l'orientation du PCF qui leur permet de répondre à ce problème. Car si Pierre Laurent, snobé par Mélenchon (qui a refusé de poser pour la photo avec lui ou d'être interviewé avec les autres candidats, ambiance...), déclare « L'heure est à la révolution politique » et « Les jours de la V<sup>e</sup> République sont comptés, ce temps est inexorable » en faisant référence à Bernie Sanders, on ne peut que s'interroger sur les perspectives offertes... S'agit-il de soutenir

Mélenchon, de rallier Montebourg, de présenter une candidature identitaire PCF ? Les hypothèses Hamon et Duflot ne sont là que pour élargir le champ, sans que personne ne les envisage comme de possibles candidatures de convergence.

« La majorité sociale existe dans le pays. (...) Tous ceux qui participent aux mouvements et, plus largement, tous ceux qui les soutiennent, veulent la victoire de la gauche en 2017, pas celle de la droite », poursuit Pierre Laurent. Effectivement la préoccupation principale de la direction du PCF, c'est que

derrière les présidentielles il y a des législatives « tout aussi importantes », car la préservation d'un groupe parlementaire reste une enjeu de taille pour le PCF.

Pourtant, ce qui est commun à tous les discours, candidatEs ou non, c'est ce grand absent : le mouvement. Même lorsqu'il est cité, ce n'est qu'avec la préoccupation de le « transformer en majorité politique », pas du tout de l'envisager comme acteur et moyen du combat pour la transformation de la société. Et ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le débat avec les dirigeants syndicalistes a fait le plein, comme d'ailleurs de nombreux débats dans les stands locaux qui exprimaient aussi la détermination à reprendre le chemin des luttes ou à faire face à la répression.

### Discussions partout, perspective nulle part ?

Ambiance un peu lourde et signe des temps, le service d'ordre, renforcé par 300 flics et 500 militantEs, était toujours assuré à l'entrée par des équipes de boîtes privées. Mais quoi qu'il en soit, cette fête reste très populaire, avec notamment nombre de militantEs et sympathisantEs de la gauche cherchant à discuter sans cacher leur désarroi, et sans sectarisme à l'égard du NPA, bien au contraire. Il y avait aussi beaucoup de jeunes venus pour faire la fête, tout en étant assez écoeurés par la politique.

Preuve qu'un mouvement est passé par là, les stands étaient décorés par des slogans plus politiques que les années précédentes, en général anti-gouvernement / PS et anti-austérité. Soulignons enfin le silence total de l'Humanité sur la présence du NPA et de LO, ainsi que de leurs dirigeantEs. Ce n'est visiblement pas leur souci. Pour preuve, seul le débat organisé par Ensemble autour de la rentrée sociale et politique a permis au NPA, représenté par Christine Poupin, de débattre avec des représentantEs d'autres organisations... en l'absence de la représentante du PCF qui n'est jamais arrivée !

En bref, toujours une grande fête, mais avec des débats sans grand lendemain, à l'image des contradictions qui continuent à secouer le PCF.

Cathy Billard

## JEAN-MARC ROUILLAN « Ne laissons pas faire ! »

Le tribunal de l'inquisition a rendu son verdict jeudi 8 septembre dans le procès intenté à Jean-Marc Rouillan par le parquet central – c'est à dire l'État – et l'AFVT (Association française des victimes de terrorisme) : 8 mois de prison ferme pour « avoir fait preuve d'empathie à l'égard des auteurs des attentats qui ont frappé le territoire français en janvier et novembre 2015 (...). Une indéniable apologie d'actions terroristes ».

La Ligue des droits de l'Homme « qui avait déjà alerté sur cette situation, dénonce cette condamnation de propos qui relèvent de la liberté d'opinion. Elle s'élève contre les dérives qui consisteraient à ce que les juges, à l'occasion notamment du transfert de l'infraction d'apologie du terrorisme dans le Code pénal, s'instaurent en police de l'opinion, portant ainsi des atteintes graves à la liberté d'expression ».

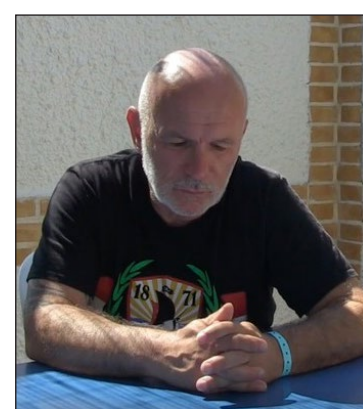
### Des allégations infamantes !

En ne retenant qu'une expression tirée de près d'une heure d'interview donnée au mensuel satirique marseillais le *Ravi*, diffusé sur Radio grenouille, les inquisiteurs du TGI de Paris laisseraient entendre que notre camarade éprouverait une « empathie » pour les tueurs de Daesh ! Cela après avoir explicitement dénoncé le projet de société obscurantiste que promeuvent ces derniers, projet tout à fait à l'opposé des convictions communistes et libertaires que Jean-Marc

a développées au long de sa vie militante et à travers ses écrits. Rappelons également que l'organisation Action directe dont Jean-Marc était membre était fermement opposée aux attentats massacres. Faut-il pour autant déshumaniser son ennemi, jusqu'à ne pas même lui concéder un certain courage, ou cette valeur ne serait-elle réservée qu'aux partisans du « camp du bien » ? Dans sa grande campagne éradicatrice, le pouvoir a tranché ! « Chercher à comprendre, c'est déjà excuser », nous avais prévenu Valls. La police de la pensée a de beaux jours devant elle.

### Rompre l'isolement, riposter

Bien qu'il ait fait appel de la décision et que le Code de procédure pénal indique que l'exécution de la peine prononcée soit suspendue jusqu'au nouveau procès, Jean-Marc peut être arrêté et réincarcéré à tout moment. Son statut actuel de mise en liberté conditionnelle donne tout pouvoir au parquet pour cela. Une réincarcération le ferait



Victime de la police d'opinion. SC

repartir pour une peine... indéterminée puisqu'il a été condamné à perpétuité !

Certes, « le pire n'est jamais sûr », mais dans cette atmosphère de croisade antiterroriste menée par Valls, Cazeneuve et Urvoas, tout reste possible. La décision prise le week-end dernier de supprimer la page Facebook de Jean-Marc, sans raisons ni explications, est un signe évident de la volonté de l'isoler un peu plus, cela alors

que le contrôle judiciaire auquel il est soumis lui interdit déjà de se rendre dans la plupart des grandes villes et départements frontaliers. Pour rompre cet isolement et organiser la riposte, le collectif « Ne laissons pas faire » qui pendant de nombreuses années avait mené des campagnes contre l'isolement carcéral auquel étaient soumis les prisonnierEs d'Action directe, et en faveur de leur libération, a décidé de reprendre du service. Une nouvelle page FB<sup>1</sup> rendra compte régulièrement des différentes initiatives prises pour élargir le soutien et la mobilisation. Enfin, la répression que subit Jean-Marc ne doit pas être isolée de celle à laquelle s'oppose le mouvement social depuis plusieurs mois. C'est aussi pourquoi NLPF portera dans toutes les réunions les initiatives de soutien à notre camarade. Non, Jean-Marc Rouillan ne retournera pas en prison !

Alain Pojolat

1 – Soutien à Jann Marc Rouillan « ne laissons pas faire »



GABON

# Affaires de famille, mais gros enjeux

**C**ar la magistrate, âgée de 61 ans, est la mère de deux enfants de l'ancien président Omar Bongo, au pouvoir sans interruption de 1967 à 2009. Le président en exercice, Ali Bongo, qui a pris le pouvoir après le décès de son père, est ainsi le demi-frère de la présidente de la juridiction constitutionnelle. Quant à Jean Ping, actuellement le rival d'Ali Bongo, il a été marié à une sœur d'Ali Bongo. Et cette dernière, Pascaline Bongo, joue un rôle politique important dans la mesure où elle a longtemps géré les affaires financières du clan familial...

**Bongo partout, justice nulle part ?**

Sous Marie-Madeleine Mborantsuo, le Conseil constitutionnel ne s'est pas illustré ces dernières années par des décisions qui auraient déplié au régime en place. C'est d'ailleurs pour cela qu'elle est toujours en place : la Constitution gabonaise limite normalement le nombre de mandats à deux, et son dernier mandat s'est terminé il y a un peu plus de dix ans... En 2009, elle avait « validé » la première élection, déjà très contestée, d'Ali Bongo à la présidence. Cela dit, Mme Mborantsuo n'est peut-être plus totalement alignée sur la ligne d'Ali Bongo : en février de cette année, les médias avaient fait état de la tentation du président gabonais de la faire remplacer. Puis en mars, elle avait échappé à une tentative d'empoisonnement mystérieuse... Si jamais la juridiction constitutionnelle finit par valider la victoire de Jean Ping et invalide donc la réélection d'Ali Bongo, cela ne signifiera pas la fin du régime. Plusieurs des conseillers du père décédé, Omar Bongo, ont d'ailleurs rallié Jean Ping ces dernières années, reprochant au fils Bongo son manque d'expérience et de stature politique. Ping, né en 1942

*Tout cela a un certain air de famille... Lorsque la présidente de la Cour constitutionnelle du Gabon, Marie-Madeleine Mborantsuo, finira par rendre son verdict sur la validité disputée de l'élection présidentielle, l'affaire restera forcément dans la famille (élargie).*



d'une mère gabonaise et d'un père chinois, s'est découvert opposant au régime en 2012 lorsque, suite à son premier mandat à la tête de l'Union africaine (depuis 2008), Ali Bongo lui avait refusé le soutien du pays à sa reconduction, soutien dont il aurait eu besoin pour être réélu... Ainsi forcé d'abandonner la présidence de l'Union africaine, Jean Ping aurait alors décidé de se porter candidat à la présidence.

**Vers une période de transition ?**

Néanmoins, une annulation du scrutin du 27 août, dont le résultat officiel – annoncé le 31 août – avait déclenché une révolte durement réprimée (le pouvoir parle de trois morts, l'AFP de sept, et l'opposition de plusieurs centaines de tués), serait un signe d'encouragement

à toute l'opposition démocratique. Celle-ci s'était mise d'accord, mi-août, pour soutenir une « candidature unique », celle de Jean Ping, afin d'éviter tout éparpillement des voix exprimées contre Ali Bongo. Aussi 26 leaders d'opposition, appartenant à des courants bien différents, se trouvaient à l'intérieur du QG de Jean Ping lorsque celui-ci fut attaqué à l'arme lourde puis assiégé pendant deux jours, tout début septembre. La défaite du président en place ouvrirait la voie à une période de transition qui permettrait aux forces sociales et démocratiques de prendre confiance en elles. Aux premiers rangs de l'opposition se trouvent, depuis quelques années, les syndicats. Des ONG, surtout écologiques, font également partie de ces organisations dites de la société civile

qui soutiennent actuellement Jean Ping contre Ali Bongo et qui avaient exigé une candidature commune de toutes les forces souhaitant la chute du président sortant.

**La prudence française...**

Les grandes puissances – la France en tête, qui a une forte présence économique et militaire au Gabon – restent actuellement discrètes concernant l'issue de l'élection. L'Union européenne, mais aussi la position française officielle, exigent un nouveau décompte des voix, ce qui consiste à mettre en doute la validité de la « victoire » revendiquée par Ali Bongo. Une « victoire » qui ne repose que sur la fiction selon laquelle dans la région qui constitue son fief, le Haut-Ogooué, Ali Bongo aurait obtenu plus de 95% des voix... avec plus de 99% de participation (contre 50% dans les autres régions), ce qui est évidemment plus qu'improbable. Pour le reste du pays, même le régime a été obligé de publier des chiffres donnant Jean Ping en tête. Contrairement à 2009, lorsque des intérêts français furent directement attaqués (dont plusieurs stations d'essence de Total brûlées), la France évite pour le moment de trop apparaître dans la ligne de mire des protestataires. Tout le monde, y compris les grandes puissances, attend maintenant la décision de la Cour constitutionnelle, que l'opposition a saisi sans excès de confiance, mais pour s'éviter à l'international le reproche de ne pas avoir utilisé tous les leviers légaux. Celle-ci a jusqu'au 22 septembre pour se prononcer.

**Bertold du Ryon**

HONG-KONG  
Succès politique d'une génération contestataire



Il y a deux ans, le Mouvement des parapluies... DR

*Plusieurs figures de proue du jeune mouvement contestataire ont été élues au Conseil législatif du territoire de Hong-Kong avec des scores remarquables. Un succès qui les met en danger.*

**L**e Conseil législatif (Legco) de la « région administrative spéciale » qu'est devenue Hong-Kong n'a que des pouvoirs limités et sa composition assure le contrôle de l'establishment pro-Pékin (et probusiness). L'élection du 4 septembre n'en a pas moins une importance portée politique : le candidat qui a reçu le plus grand nombre de voix (84 121), Eddie Chu, portait les couleurs du Demosisto, créé après le « Mouvement des parapluies » qui a secoué le territoire il y a deux ans. Le plus jeune élu, Nathan Law (23 ans, 50 000 voix) appartient au même parti, constitué avec Joshua Wong (19 ans). Parmi les autres élus, Baggio Leung (30 ans) et Yau Wai-ching (25 ans) représentent Youngspiration, un courant « loyaliste » qui réclame l'autodétermination. Plusieurs personnalités du courant prodémocratique traditionnel ont été battues, au profit de jeunes plus radicaux. La participation électorale a été élevée : 2,2 millions de votants (58% du corps électoral). Bien entendu, les formations pro-Pékin contrôlent toujours une majorité écrasante de sièges. Le Legco comprend 70 membres, pour moitié élus par circonscriptions électorales et pour moitié par corps professionnels « fonctionnels » (l'un d'entre eux comprenant... 127 électeurs!).

**Génération(s)**

La vie politique et sociale à Hong-Kong a toujours été profondément marquée par la succession des générations. Une première rupture s'est produite après la révolution de 1949 entre les « anciens » venus de Chine continentale et les jeunes nés sur place, dans la colonie britannique – où, soit dit en passant, il n'y avait pas une once de système de représentation démocratique. Ce n'est qu'une fois que Londres a décidé de rétrocéder le territoire à Pékin que des élections locales ont été instituées. Les générations post-1997 sont donc nées dans une « région » sous statut spécial : « Un pays, deux systèmes » garantissant en principe les libertés civiles jusqu'en 2047. Cependant, le cours très répressif du régime chinois se fait ressentir. Le rôle du territoire est beaucoup moins important qu'après 1997. Hong-Kong fut une précieuse porte ouverte sur le marché mondial. Les affaires se font maintenant directement sur le continent, comme à Shanghai. Enfin, la collaboration entre la nouvelle bourgeoisie bureaucratique chinoise et les transnationales nippo-occidentales est éprouvée. Pékin a de moins en moins de raisons de mettre des gants. Les changements s'opèrent sans attendre 2047. Ainsi, des éditeurs ont été secrètement enlevés et incarcérés sur le continent pour faire taire les médias trop dissidents. Les élections à peine passées et déjà des membres contestataires du Legco se voient très sérieusement menacés. Eddie Chu – le mieux élu des législateurs ! – a reçu des menaces de mort. Obligé de quitter son habitation avec sa famille, il est allé porter plainte à la police. Précédemment, Ken Chow, alors candidat, avait dû interrompre sa campagne, après avoir appris que des proches risquaient de payer le prix de son audace. La situation est d'autant plus tendue qu'un courant nationaliste et indépendantiste de droite se développe aussi à Hong-Kong (les candidats prônant ouvertement l'indépendance n'ont pas eu le droit se se présenter).

**Pierre Rousset**

INDE Grève massive contre la politique de libéralisation

*Une journée de grève générale a eu lieu ce 1er septembre dans toute l'Inde, rassemblant entre 100 et 150 millions de travailleurs. Une première journée de grève avait été menée il y a un an à la même époque (près de 150 millions mobilisés).*

**L**e contexte économique est marqué par la politique de libéralisation, démarrée voilà 25 ans par le parti du Congrès, poursuivie par la droite nationaliste hindoue à nouveau au pouvoir depuis deux ans avec Modi comme Premier ministre. Elle se traduit, entre autres, par une ouverture du secteur bancaire au privé, un désinvestissement progressif dans les entreprises du secteur public, et la réduction des barrières douanières.

La grève était appelée par un comité de coordination composé de fédérations syndicales (INTUC, AITUC, CITU, HMS, AIUTUC, TUCC, SEWA, AICCTU, UTUC et LPF)<sup>1</sup>, avec une plateforme commune en 12 points comprenant la défense de salaires minimaux mensuels à 18 000 roupies (soit 240 euros), des pensions minimales mensuelles à 3 000 roupies (soit 40 euros), des mesures d'urgence pour contenir le prix du riz. L'inflation en Inde est de plus de 6% sur un an et les sécheresses



Jour de grève dans une gare de Chennai (Tamil Nadu)... DR

des années précédentes ont réduit la production. Des emplois pour les jeunes faisaient également partie des revendications : une promesse que le gouvernement Modi est bien incapable de satisfaire. Lors de sa campagne en 2014, le programme du BJP (parti actuellement au pouvoir) revendiquait du travail pour les jeunes Indiens

que la croissance démographique fait arriver en masse sur le marché du travail.

**Privatisation et fermeture des services publics...**

D'autres points figurent également dans le cahier de revendications comme le respect des accords par les employeurs et le droit à s'organiser.

C'est, par exemple, le problème actuel des ouvrières du textile du Tamil Nadu, qui demandent le respect de l'augmentation de 30% du salaire minimum par les employeurs, la sécurité sociale universelle. Une revendication concerne aussi l'arrêt des investissements étrangers dans les chemins de fer et l'assurance. La participation dans les banques, les transports et les chemins de fer, semble avoir été importante. Depuis 1992, le budget des chemins de fer indiens est séparé de celui de l'Union indienne. Il est prévu qu'il soit désormais intégré au budget central. La raison invoquée est qu'il s'agit de réduire le déficit et le défaut de paiement des salaires et des pensions dans les chemins de fer. Cela s'intègre à la politique du BJP qui veut financer le budget 2016-2017 grâce à la privatisation ou à la fermeture d'entreprises publiques.

La grève a touché différemment les États de l'Union indienne : paralysie totale, comme au Kerala à nouveau dirigé par le PCI-M depuis quelques mois, manifestations visibles et importantes, vie normale ou même affrontements, comme dans le Bengale de l'Ouest, un État perdu par le PCI-M en 2011.

**Christine Schneider**

<sup>1</sup> – Les syndicats INTUC, AITUC, CITU sont respectivement affiliés aux partis suivants : le parti du Congrès (désormais dans l'opposition), le Parti communiste d'Inde, le Parti communiste d'Inde (marxiste). SEWA est une ONG qui organise essentiellement des femmes. Le BMS, affilié au parti du pouvoir BJP, n'a, lui, pas participé à la grève.



La Seconde Guerre mondiale a accéléré le processus et à sa sortie a laissé des milliers de pilotes et mécaniciens formés ainsi qu'une industrie aéronautique massive. Les premières lignes aériennes se substituent alors aux lignes maritimes. D'où les galons à bord, du commandant au steward...

### Ouverture de la clientèle

Au départ, ces lignes étaient réservées aux très riches, vedettes ou hommes d'affaires, champagne et caviar à bord. Le slogan d'Air France est « l'avion des stars » ! Mais ce développement est aussi marqué par le tragique : mort en vol de Mermoz (qui avait de fortes sympathies pour l'extrême droite), mort de Saint-Exupéry, mort de Marcel Cerdan en 1949 en route pour rejoindre Édith Piaf...

Les différentes compagnies sont chacune liées à un pays et sont l'outil diplomatique de celui-ci. Aujourd'hui encore, le réseau Air France correspond à la sphère d'influence de l'impérialisme français. La fin de l'isolation de l'Iran ? Air France rouvre donc sa ligne sur Téhéran !

Dans les années 1970, on assiste à une massification du transport aérien symbolisé par le Boeing B747 surnommé « jumbo jet », l'avion éléphant. Liée au besoin massif de main-d'œuvre, on fait venir massivement des Antillais avec le Bumidom (Bureau migration des DOM), Antillais auxquels on octroiera un billet d'avion tous les deux ans. De même en provenance du Maghreb avec les recrutements pour l'automobile.

C'est un mix première, classe affaires et classe vacances à bord des avions. Au sol, tout le personnel est Air France, du balayeur dans le hangar au manutentionnaire qui aide à fabriquer les repas.

### Grandes compagnies et low cost, le partage du gâteau

Dans les années 90, le modèle change, lié à la mondialisation. Les petits pays n'ont plus les moyens d'avoir leur compagnie nationale (fin de Sabena, Olympic Airways, Iberia... et même Pan Am et TWA). Ce ne sont plus les États qui financent mais les capitaux privés. C'est le moment des concentrations et des grandes alliances, mais pas seulement : d'un côté, de grandes compagnies internationales appuyées sur un réseau puissant, et de l'autre, le développement de compagnies low cost (bas coût). Le low cost opère dans un espace commun sans accords diplomatiques (USA, Europe, Chine). C'est un modèle d'ultra-libéralisme : basé dans des paradis fiscaux, une main-d'œuvre sous-payée et précaire, sur de petites distances, avec un grand nombre d'avions du même modèle pour réduire les coûts d'entretien, mais aussi des subventions des régions (par nos impôts) en échange de leur desserte. Et avec un service minimum, parfois proche de la maltraitance s'il y a un souci. Tout service supplémentaire y est payant.

Sur les longs courriers, un tel modèle n'est (pour l'instant) pas transposable : il y a les accords diplomatiques, la sécurité au-dessus des océans, les services à bord pour des vols de 10 heures, etc. Avec le contrôle de Paris, Air France occupe une position stratégique. En 2015, 95 millions de passagers ont été accueillis à Roissy et Orly. Roissy c'est près de 100 000 salariés, Orly 40 000...

On a ainsi un partage du marché, les lignes transversales étant laissées au low cost qui ne vient pas

## D'HIER À AUJOURD'HUI

L'aviation s'est développée pendant la Première Guerre mondiale pour le renseignement, les communications et les bombardements. Les premières lignes commerciales se sont développées avec l'aéropostale dans les années 30...



Cours, dirigeant d'Air France, le nouveau monde est derrière toi ! DR

affronter Air France sur Paris. Mais cette dernière développe aussi son propre low cost avec les compagnies Transavia et Hop, cela afin de garder le contrôle d'Orly.

Les compagnies du Golfe reprennent ce modèle, avec un pétrole moins cher et de fortes subventions étatiques, mais ne sont compétitives face aux majors européennes que sur l'Asie. Et la baisse du pétrole vient aujourd'hui menacer cet avantage.

De leur côté, les très riches ne prennent plus la première : ils ont leur propre avion, et leur aéroport au Bourget. On part quand on veut, pas de files d'attente, pas de contrôles humiliants, peu de fouilles. Cela avec le risque que le même avion serve un jour à Sarkozy et un autre jour à transporter de la coke (affaire « Air cocaïne »...), les deux étant tout aussi toxiques !

### L'intox Air France

Actuellement, les constructeurs, les aéroports, gagnent beaucoup d'argent. Les compagnies aériennes sont, elles, en retard avec seulement 5% de profits en moyenne. Air France se fixe un objectif de 10%, d'où les plans qui se succèdent... et les résistances des personnels. En 2011, de Juniac est arrivé en développant toute une intox sur le thème « Air France est en danger ». Une intox relayée par tous les syndicats sauf SUD Aérien, avec l'accompagnement de fameux cabinets conseils Secafi, Progexa... et de toute la presse.

De Juniac a fait signer par la plupart des syndicats les accords Transform, entérinant blocage des salaires, pertes de l'ancienneté (moins 10% dans les 10 ans), jours de repos en moins, semaines passant de 32 à 35 heures pour les salariés en horaire 3x8, et plusieurs plans de départs volontaires de milliers de salariés. Au cargo (fret), la moitié des effectifs est partie. C'est de ce secteur que sont venus le 5 octobre 2015 les salariés, à l'assaut du DRH quand celui-ci a voulu se débiter... La politique de sous-traitance, qui concernait au départ le travail peu qualifié, s'est étendue ensuite à tous les métiers pour peser sur les salariés. Sous-traitance d'une partie des visites lourdes des A320 dans une filiale commune avec la Royal Air Maroc, visites des derniers B747 en Chine, service client dans la filiale française Blueink, centres

d'appels au Maroc, en Europe de l'Est... ou à Strasbourg pour pouvoir travailler le dimanche !

Air France poursuit donc son expansion, avec une nouvelle aérogare en construction sur Orly. Mais la direction cherche à contourner la résistance des personnels en faisant passer la croissance par l'extérieur : sièges achetés sur d'autres compagnies (quitte à prendre des risques, ainsi l'avion de la Malaysian abattu au-dessus de l'Ukraine transportait des passagers qui avaient un billet Air France-KLM...); développement de Hop qui reprend une partie des lignes intérieures (et peut-être demain le personnel sur le réseau intérieur); développement de Transavia sur l'Europe et le Maghreb. Et le démantèlement de l'entreprise continue, avec la vente de sa filiale de préparation des repas Servair au groupe chinois HNA.

Air France gagne de l'argent. Avec la baisse de moitié du prix du pétrole (qui coûte un tiers du billet) et le maintien des ventes, le discours de sacrifice adressé aux salariés ne marche plus. D'où la colère des salariés face au nouveau plan Perform présenté à l'automne 2015 et la « chemise arrachée » qui a fait plaisir à la France entière, enfin celle qui se lève tôt ! D'où aussi la constitution (jamais vue dans l'histoire) d'une intersyndicale regroupant tous les syndicats de pilotes, hôtesses et stewards, et pour le sol regroupant CGT, FO et SUD Aérien.

### Syndicalisme : état des lieux

En avril 2015, les dernières élections syndicales ont vu le personnel se regrouper derrière ses métiers, votant massivement pour les syndicats corporatistes chez les navigants. Sur les escales de Roissy, le vote s'est partagé entre CGT et FO ; à Orly, CGT et SUD. Sur les escales du sud de la France, en particulier Marseille et la Corse, c'est la CGT qui domine, comme au cargo. L'informatique vote CFDT et le siège et le commercial votent CGC et CFDT. Les cadres ont, eux, massivement voté CGC. À l'industriel (8500 salariés), SUD Aérien est passé en tête, s'emparant du comité d'établissement en alliance avec le syndicat corporatiste des mécaniciens avion Snmsac/Unsa. Appuyé sur cette place forte, il met en crise le fonctionnement clientéliste et la perte de

tout sens du CCE (le comité central d'entreprise) géré par la CGT. Mal géré depuis des années, ce CCE est au bord du gouffre financier, et a perdu son sens d'éducation populaire et de construction de solidarité, au profit d'une gestion clientéliste. Il est en crise et proche de l'éclatement.

SUD Aérien veut être porteur d'un projet de refondation du CCE. Les mois qui viennent seront décisifs sur l'avenir de cette bataille, qui va de pair avec les nouveaux liens créés dans l'intersyndicale.

La CGT est prise dans de multiples contradictions. D'abord une gestion collaborative du CCE, avec aussi son secrétaire qui condamne les prétendues agresseurs de l'affaire de la chemise et même plaint la direction le soir même à la télévision. Cela alors que ce sont bien des militants CGT du cargo qui étaient en première ligne... Puis virage les jours suivants, en particulier sous la pression de la Confédération qui y voit une opportunité de restaurer son image... Mais avec le départ du PDG de Juniac et l'arrivée de Janailac, bon copain de Hollande et de la promotion Voltaire à l'ENA, les contorsions reprennent : on a ainsi vu la CGT « soutenir mais ne pas appeler à la grève » très suivie des hôtesses et stewards fin juillet... tout en affichant un discours radical, mais sans organiser à l'intérieur de l'entreprise une campagne de solidarité avec les licenciés de l'affaire de la chemise.

FO, après avoir signé en 2012 les pertes salariales, a perdu du crédit et entame un virage à gauche et un retour à un syndicalisme de terrain. La CGC et la CFDT maintiennent leur soutien à la direction, mais avec de plus en plus de difficultés. Et l'Unsa navigue à vue...

### Contre la répression, pour un statut commun

Pour l'instant, la direction a lâché du lest et une prime d'environ 1200 euros d'intéressement en 2016. Elle a reporté, d'abord à octobre et maintenant à février 2017, ses attaques suite aux deux grèves très suivies, des pilotes en juin et des hôtesses et stewards fin juillet. Tout le monde a compris que Janailac est là pour arriver jusqu'à l'élection présidentielle sans conflit social majeur. Mais les salariés sont mécontents, les fins de mois sont de plus en plus difficiles après cinq ans de blocage des salaires dans un groupe qui gagne beaucoup d'argent. Alors, pourquoi attendre ? L'intersyndicale l'a bien compris, ce n'est qu'un début !

La prochaine échéance est le procès des 15 salariés du cargo, dont cinq sont déjà licenciés. Et l'intersyndicale de déclarer : « gouvernement français et direction d'Air France main dans la main pour licencier ». Les revendications sont donc la réintégration des licenciés, l'augmentation de la flotte Air France, l'arrêt de la politique de sous-traitance, l'augmentation des salaires.

L'enjeu est bien de construire un mouvement où se retrouvent tous les métiers, salariés d'Air France comme celles et ceux des entreprises sous-traitantes. Pour le retour à un statut commun dans l'aérien. **Jet Aelys**

# TRANS

# AÉRIEN

## Résister à la t dérégulation

## UN SECTEUR SOUS L'AS

Le secteur du transport aérien a beaucoup évolué depuis les années 1990.

Dans les années suivant la Seconde Guerre mondiale, notamment avec les nouveaux avions à réaction, le transport aérien commercial international s'est largement développé, guidé essentiellement par les principales puissances impérialistes (USA, Grande-Bretagne, France, rejointes ensuite par l'Allemagne et le Japon). De plus, les USA avaient un réseau domestique très développé.

Dans cette période, les compagnies étaient essentiellement des compagnies à capitaux publics, ou dans tous les cas protégées par un monopole avec des accords bilatéraux pour les lignes internationales. Un secteur mobilisant beaucoup de capital pour un très faible niveau de rentabilité capitaliste (en général déficitaire, ou avec de 1% à 3% de retour sur capital au maximum), et relevant des intérêts diplomatiques et étatiques de chaque pays.

Les années 1990 et la mondialisation capitaliste ont bouleversé le secteur. Les protections / réglementations nationales ont sauté les unes après les autres, les besoins des grandes entreprises industrielles et commerciales en matière de

transports de collaborateurs et de fret ont explosé, le secteur a connu depuis lors une progression quasi linéaire de 5% par an.

Dès lors, les investisseurs privés se sont intéressés à un secteur peu à peu remodelé pour en faire un secteur capitaliste rentable. Les compagnies low cost sont apparues sur des niches rentables, des centaines de compagnies se sont créées en bénéficiant de la déréglementation, tout autant ont très vite disparu, des concentrations et des alliances se sont nouées... toujours sous l'égide des grandes compagnies des principaux pays impérialistes. La maintenance des avions a suivi à peu près le même chemin...

De même, tous les services au sol (catering, assistance, sûreté, nettoyage...) se sont développés, se séparant souvent des compagnies aériennes elles-mêmes et des gestionnaires d'aéroport.

### Capital concentré, salariés éclatés

Aujourd'hui, plus de 20 ans après ces déréglementations, le secteur, au niveau international, présente un visage presque homogène. Trois alliances monopolisent l'essentiel des lignes et la grande majorité des passagers (Star Alliance, Sky Team et One World), chacune tissant un réseau intercontinental (avec sa propre fidélisation de clientèle, les



# SPORT RIEN

## Tempête de la capitaliste

Dossier réalisé par la branche transport aérien

## SAUT DU LIBÉRALISME



Du low cost en veux-tu en voilà... DR

fameux « miles ») et ayant soumis de petites compagnies low cost assurant une partie du réseau. Les principales compagnies low cost et les compagnies du Golfe s'intègrent peu à peu à ce système. La concentration se double d'une segmentation des marchés qui permet de créer des centaines de petites compagnies locales à bas coût et à bas salaires et d'augmenter la pression sur les salariés des compagnies mères. Le schéma est identique au sol où l'existence de milliers de petites entreprises cache de moins en moins une concentration de

grands groupes internationaux, de nettoyage, de sécurité, d'assistance, de catering. Là encore, si le capital est concentré, les salariéEs eux sont éclatés en petites unités, les salariéEs changeant en permanence d'employeurs au gré des reprises de marché.

Cela a permis de transformer le transport aérien en secteur capitalistiquement rentable pour les grands groupes, au prix d'un éclatement des statuts et des entreprises et d'une précarisation croissante, rendant difficile les luttes communes dans le secteur. **Léon Crémieux**

## LES VRAIES MESURES DE SÉCURITÉ

*La sécurité des vols est de façon officielle le mantra des compagnies aériennes, qui communique énormément en interne et en externe sur le sujet. Mais quelle est la réalité?*

**L**es dernières années ont été marquées en France et ailleurs par de nouvelles vagues d'attentats. Le transport aérien est une cible privilégiée. Avions et aéroports permettent en effet des attentats de masse, spectaculaires, et identifiant les cibles : capitales d'État ou compagnies aériennes qui, bien que privatisées, sont encore associées à un État.

Ainsi, entre octobre 2015 et juin 2016, on a assisté au crash de l'Airbus 321-200 de la compagnie russe Metrojet et aux attentats des aéroports de Bruxelles et d'Istanbul. Cela sans compter l'attaque de l'hôtel Radisson de Bamako qui a tué six employéEs de la compagnie cargo Volga-Dnepr Airlines et dont l'équipage d'Air France semblait être une cible.

### Sûreté ou répression ?

Des mesures exceptionnelles ont été prises après les attentats de Paris. Elles n'auront tenu qu'un week-end... Les contrôles généraient trop de file d'attente et de retard : la rentabilité du secteur passe avant tout ! Ces mesures sécuritaires répondaient en partie à une vraie crainte qui s'exprime chez les salariéEs du transport aérien en aéroport ou en vol. À part quelques effets d'annonces, les mesures de sécurité n'ont pas changé. Le vrai besoin est la fin de la précarité et la mise en place d'équipes pérennes qui permettent, en renforçant le lien entre collègues, de sécuriser l'environnement de travail. De la même façon, le tout-automatique, qui tue le lien entre collègues mais aussi entre salariéEs de l'aérien et passagerEs, est tout le contraire du renforcement de la sûreté.



Après le 11 septembre 2001, la sûreté aéroportuaire s'était déjà fortement renforcée avec la mise en place de badges aéroportuaire pour les salariéEs. C'est le sésame nécessaire pour travailler dans certains secteurs : sous douane, en piste ou dans l'avion. Ces badges sont délivrés à discrétion de la préfecture de police après enquête, sans qu'elle ait à justifier ses refus. Cela permet un vrai chantage sur les salariéEs. Lors d'un renouvellement de badges, des syndicalistes ou salariéEs trop barbus voient ainsi les enquêtes les concernant se prolonger pendant des semaines. Cela les laisse au chômage technique et sans ressources, alors qu'à la demande d'une entreprise ayant besoin de main-d'œuvre, la préfecture arrive à délivrer des badges en quelques jours.

### Sécurité ou rentabilité ?

Au-delà des risques liés aux attentats, la sécurité des vols dépend aussi des conditions d'entretien des avions et de travail des navigantEs. Car si le transport aérien a historiquement évolué pour devenir un des modes de transport les plus sûrs, le moindre incident peut avoir de graves conséquences.

Cette évolution s'est faite via des progrès techniques mais aussi via la mise en place de savoir-faire et de contrôles rigoureux dans les différentes phases de vie de l'avion et dans les différentes phases de vol. Mais aujourd'hui, ces savoir-faire accumulés et cette rigueur sont remis en cause par une logique rentable et financière. Cela se traduit dans la maintenance, notamment par une cascade de sous-traitance, chaque niveau coûtant moins cher que le précédent, avec des conditions de travail qui vont en se dégradant. Comment croire qu'un salariéE sous-payé et sous pression aura les moyens nécessaires au bon contrôle d'un équipement ? Sans compter qu'aujourd'hui la maintenance se délocalise dans des pays au moins-disant social. Les salariéEs concernés n'ont ni la formation ni les conditions de travail nécessaires à la bonne réalisation de leur tâche. Et bien souvent dans leur pays, la démocratie et les libertés syndicales inexistantes ne leur permettent pas de s'organiser. Il en va de la maintenance comme de l'assistance en piste, systématiquement sous-traitées. Le changement de discours des pilotes

concernant les salariéEs du sol, commençant à prendre en compte une partie de leurs revendications, s'expliquent aussi pour cela. Après tout, ils sont en première ligne dans les avions !

La sécurité d'un vol passe aussi par la santé et les conditions de travail de son équipage. Le pilote du Boeing 737-800 de FlyDubai qui est décédé dans le crash de son appareil le 19 mars aurait enchaîné 11 jours de vols avec un seul jour de congé avant l'accident. Quant au pilote de Germanwings qui a délibérément crashé son avion dans les Alpes, c'est sa santé mentale qui est mise en cause. L'augmentation des heures de vols des pilotes et des hôtesses ou le recul de l'âge à la retraite ont des conséquences sur la fatigue et la santé des équipages. Mais en cas de problème, ce sont leurs réflexes qui permettent de rétablir la situation. S'assurer des bonnes conditions de travail des salariéEs de l'aérien, c'est s'assurer de la sécurité des passagers. Pourtant, toutes les compagnies recherchent des économies qui se font systématiquement sur le dos des salariéEs. Et cela aura forcément des conséquences. **Mat**

## QUEL TRANSPORT AÉRIEN VOULONS-NOUS ?

*Les transports sont un besoin pour la population. Si c'est vrai avant tout pour les transports locaux, c'est vrai également pour les voyages continentaux et intercontinentaux, c'est-à-dire la liberté de se déplacer et de s'installer n'importe où...*

**N**ombre de ces déplacements ne peuvent se faire en pratique que par le transport aérien. C'est pourquoi si nous revendiquons des transports en commun de proximité public et de qualité, nous revendiquons également un transport aérien public, mais qui n'est pas seulement la nationalisation des compagnies existantes.

Le transport aérien est de plus une activité polluante, aussi bien du point de vue environnementale que sonore ou visuel. Il requiert des infrastructures importantes, incompatibles avec des habitations voisines. Il est donc nécessaire que cette activité soit régie collectivement

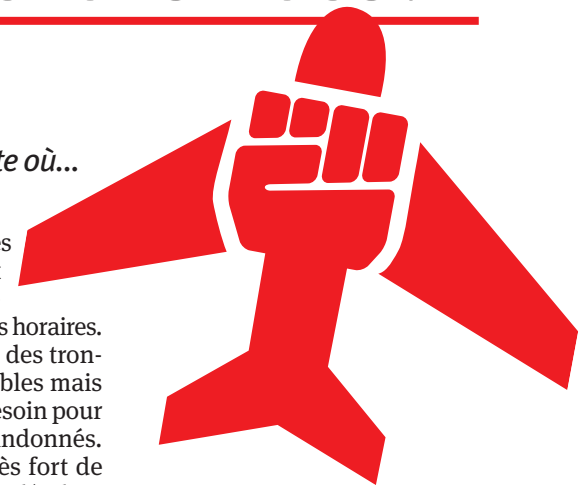
dans le sens du bien commun. Et cela passe par exemple par le développement du multimodal, c'est-à-dire la mise en relation des différents modes de déplacements, rail et aérien notamment. En cela, la création d'un nouvel aéroport à Notre-Dame-des-Landes est une aberration. Nantes à 2 heures de Paris, la desserte par le rail des aéroports parisiens est à privilégier.

### Écologiquement et économiquement absurde

Aujourd'hui cette activité est libéralisée et la concurrence y fait rage. Cela se traduit par des comportements qui sont écologiquement et économiquement absurdes. Ainsi sur des tronçons

« rentables », différentes compagnies affrètent parallèlement des petits porteurs aux mêmes horaires. Dans le même temps, des tronçons, jugés non rentables mais correspondant à un besoin pour les usagerEs, sont abandonnés. Le développement très fort de l'aérien s'explique par le développement mondial du capitalisme. Les lignes en forte croissance aujourd'hui sont celles reliant les pays dits « émergents ». On le voit dans le souhail de compagnies de renforcer leurs classes affaires sur ces lignes, remplies de businessmen venus piller les pays du Sud. L'arrêt du capitalisme est la solution pour l'arrêt

d'une croissance destructrice, dont celle de l'aérien. Aménagement du territoire, rationalisation par l'arrêt de la concurrence, réduction du transport aérien... Les changements à apporter sont grands. Et ils ne pourront se faire qu'avec un débat avec les salariéEs du secteur attachés à leurs emplois. **Mat**





TOULOUSE (31)

## Procès BDS : suite... et fin ?

Ce jeudi 22 septembre à 13 heures au palais de justice se tiendra enfin, nous l'espérons, le procès des 4 militantEs toulousains.

En effet, la partie adverse en a par deux fois demandé le report. Après la Licra et trois officines pro-israéliennes, c'est maintenant le Crif régional qui s'est rajouté en tant que partie civile. Seront donc présentes à peu près toutes les organisations qui prétendent représenter les juifs de France, alors qu'elles ne défendent que la politique de plus en plus criminelle de l'État d'Israël. Hélas, elles ont de fidèles alliés au plus haut sommet de l'État... Sinon on ne comprend pas pourquoi un pareil acharnement contre une campagne pacifique qui demande simplement l'isolement politique de l'État d'Israël tant que celui-ci ne respecte pas le droit international.

S'il en était encore besoin, l'accélération de la politique de colonisation, les raids contre la bande de Gaza, la restriction des droits des Palestiniens vivant en Israël, les attaques contre l'opposition, les emprisonnements arbitraires (des enfants de 12 ans peuvent être mis en prison pour terrorisme), prouvent à l'évidence que le gouvernement israélien est de plus en plus dominé par sa droite la plus extrême et la plus raciste. Rendre donc difficile le soutien aux Palestiniens à travers la criminalisation de la campagne BDS est bien l'objectif, car celle-ci est devenue la bête noire du gouvernement israélien, et la France est le seul pays qui obtempère !

### Résistance à l'air du temps

Ce procès a lieu dans un contexte aggravé par les attentats et l'état d'urgence. Ainsi, au prétexte de lutter contre le terrorisme, on a pu entendre sur une radio publique un prétendu expert israélien assimiler les Palestiniens à Daesh, cela sans être contesté...

La criminalisation des mouvements sociaux, le racisme d'État envers les musulmanEs, le climat nauséabond qui s'installe dans le pays doivent entraîner un sursaut de toutes celles et ceux qui pensent que la démocratie est en danger quand on s'attaque à la liberté d'opinion et d'expression. Espérons que les juges, garants de l'État de droit et des libertés publiques, sauront rendre le seul jugement possible : la relaxe. Espérons qu'ils sauront résister à un air du temps plus que fétide qui assimile critique de la politique d'un État et antisémitisme. La mobilisation de toutes et tous reste vitale. Défendons ensemble le droit d'opinion et la liberté d'expression et continuons à soutenir le peuple palestinien, aujourd'hui tragiquement seul. Il n'y aura pas de paix dans cette région du monde tant que justice ne lui sera pas rendue. Le NPA sera au rendez-vous au côté des 4 militantEs, encore et toujours en soutien à la campagne BDS.

Correspondante

GARDANNE (13)

## Les boues rouges, un scandale retentissant

Depuis 1893, à Gardanne, l'industrie de production d'aluminium extrait l'alumine de la bauxite. Une opération très polluante (utilisation de soude caustique à haute température) qui génère quantité de boues rouges radioactives et polluées.

En 1966, dépassé par les stocks de bauxite entreposés sur le sol, l'exploitant a eu l'autorisation de les déverser dans la fosse marine de Cassidaigne, au cœur du parc naturel des Calanques. Quelques dizaines de millions de tonnes de boues rouges sont ainsi passées par une grosse canalisation sur 47 kilomètres, le long de la route, jusqu'au rivage de Cassis, avant de s'enfoncer vers le canyon sous-marin de Cassidaigne, par 320 mètres de fond. Vingt millions de tonnes de sédiments se sont ainsi accumulées au cœur du parc national des Calanques, sans compter tout ce qui a débordé et s'étale, en couche plus ou moins épaisse, du golfe de Fos à la rade de Toulon.

### On dirait qu'ça t'gêne de marcher dans les boues !

Ces boues sont extrêmement toxiques. D'un pH trop élevé, avec des taux en aluminium, en arsenic et en fer dépassent les seuils légaux, elles brûlent les tissus et attaquent les organismes. Leur pollution aux métaux lourds (plomb, mercure, cadmium, chrome...) se mesure sur le long terme.

En 1995, Alteo a obtenu un délai de 20 ans pour faire cesser les rejets. En effet, la France ayant signé, en 1976 à Barcelone, la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre les pollutions, les boues commençaient à faire vraiment tache ! Mais en 2014, l'exploitant impose sa solution : séparer les éléments solides et liquides de ces boues grâce à un système de filtres-presses qui prétendent permettre la valorisation des déchets. Miracle de l'« économie circulaire », les boues rouges deviennent alors de la Bauxaline, une matière première étanche utilisée comme remblai. La Bauxaline séduit les élus locaux de tout bord qui, en experts de rien du tout, se



À Marseille, en janvier dernier, dans une manifestation contre les boues rouges. DR

contentent des études fournies par l'exploitant ! Le hic est venu de la Commission européenne qui autorisait la commercialisation de la Bauxaline à condition que les concentrations en thorium et uranium ne dépassent pas un indice inférieur ou égal à 1. Or, selon la Criirad, laboratoire indépendant, l'indice de la Bauxaline serait compris entre 2 et 4. Pour la vendre à des constructeurs de routes ou d'« ouvrages d'art », Alteo devait impérativement faire baisser la radioactivité en la mélangeant à d'autres substrats. Si l'on ajoute le coût du transport, on voit tout de suite la nullité du projet.

### Tripatouillages politiques et chipotages médiatiques

Pour déshydrater les boues, Alteo s'est équipé de 3 filtres-presses, payés à moitié par l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse (15 millions d'euros), une agence qui a aussi soutenu en 2012 un amendement taillé sur mesure de la loi de finances qui a permis de faire passer la redevance eau



d'Alteo de 13 millions d'euros à 2,6 millions pour 2014 ! Quand le robinet est ouvert, l'argent public coule à flots pour les patrons ! La société Aluminium Pechiney, propriétaire de la canalisation, a demandé à la préfecture une nouvelle concession de trente ans, tandis qu'Alteo a obtenu, en décembre 2015, l'autorisation de déverser en mer, jusque fin 2021, 84 tonnes de boues sous forme d'effluents liquides. Un scandale pour les associations qui dénoncent les dépassements toxiques et polluants toujours contenus dans ces rejets liquides.

Ségolène Royal claironne son opposition aux rejets des boues et affirme que c'est Valls qui en a décidé la prolongation jusqu'en 2022. Bravache, elle affirme : « Je ne lâcherai pas ce dossier ». Mais monsieur « Je gouverne, je décide » (sic !) lui a rétorqué que la décision de poursuivre l'activité d'Alteo permet « à l'activité économique et à des milliers d'emplois d'être préservés ». En attendant l'épisode 35 de la série 7, on tremble ! Leurs chicaneries de façade ne doivent pas masquer que l'État qui devrait servir l'intérêt public, est au service des intérêts privés.

### Emploi ou écologie : sortons du piège !

Le chantage à l'emploi est toujours le prétexte pour les capitalistes de continuer leurs activités, en se contrefichant des conséquences tant pour les habitantEs, les salariéEs et l'environnement.

Qui se soucie des 400 employéEs d'Alteo et de ses 250 sous-traitants ? Qui se soucie des pêcheurs qui n'exercent plus leur activité dans la zone polluée ? Qui se soucie de la situation sanitaire locale ? Certainement pas Pechiney, Valls et Royal ! La dangerosité de certaines productions devrait être discutée par les salariéEs et les usagerEs. De même que les questions : quoi produire ? Comment ? Où ? La reconversion des emplois permettrait d'éviter le piège tendu par les capitalistes, dans des domaines dangereux ou inutiles (publicité, armement, nucléaire...), de choisir entre sauver son emploi ou sauver la planète (et ses occupantEs !). Personne ne doit perdre sa vie à la gagner.

Commission nationale écologie

## SAINT-DENIS (93) Expulsions : une violence intolérable

L'immeuble vétuste du 168, avenue du Président-Wilson, squatté, où vivaient plus d'une centaine de personnes, était privé d'eau. Un groupe privé, propriétaire, a obtenu un jugement d'expulsion en 2010.

Dès le jour de l'expulsion, les habitantEs – 83 personnes expulsées, dont 8 familles et près d'une dizaine d'enfants en bas âge – se sont rassemblés devant l'immeuble sur le terre-plein central, espace vert au-dessus de l'autoroute A1. Pendant deux semaines, ils sont restés là seuls, sans soutien. Ils ont d'abord interpellé la municipalité qui s'est bien vite dégageée de toute responsabilité. La préfecture a reconnu avoir autorisé l'expulsion... mais s'est bien gardée d'apporter des solutions.

L'expulsion a eu lieu le 25 août. Police, huissier et tout le monde dehors. Évidemment la date n'est pas innocente. Pour s'éviter des mouvements de protestation, la préfecture ruse, et autorise le concours de la force publique soit début juillet quand les écoles sont fermées, soit fin août alors que la rentrée n'est pas faite...



Été d'urgence pour les expulsés. PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

Une partie des habitantEs est sans papier, mais il y a parmi eux des prioritaires DALO qui n'auraient pas du être expulsés. Il n'y a eu aucune proposition d'hébergement, pas même aux familles avec enfants, ce qui bafoue l'obligation légale

de protection de l'enfance.

### État d'urgence sociale

La police municipale leur met la pression, en passant plusieurs fois par jour. La municipalité, qui prétend donc ne pas être en cause dans cette affaire, ferait bien de retenir sa police et d'apporter son soutien aux habitantEs. Ceux-ci exigent de récupérer les affaires, les papiers, le mobilier qui sont restés dans les appartements murés. Ils

revendiquent le droit au logement et des papiers pour toutes celles et ceux qui n'en ont pas. Des enfants sont scolarisés dans les écoles maternelles du quartier. Plusieurs mères sont suivies à la PMI de la Plaine. Les enfants sont les premières victimes de l'expulsion, dormant mal du fait de la circulation bruyante. Il y a urgence à ce que la solidarité s'exprime, que soit rompu l'isolement. Les militantEs, les associations qui se mobilisent traditionnellement sur le logement doivent exprimer leur solidarité avec les habitantEs expulsés du 168.

JMB

### RAPPORT INSEE

## Plus d'un million de pauvres de plus en dix ans !

D'après les derniers chiffres de l'Insee, il y a 14,1 % de pauvres en 2014, soit près de 9 millions de personnes. Un chiffre qui a augmenté de 0,1 point par rapport à 2013, mais surtout de 1,5 point depuis 2004 (point bas historique). Une augmentation du nombre de pauvres de 1,2 million qui s'explique également par la croissance démographique.

Le taux de pauvreté avait fortement régressé dans les années 1970, avant de légèrement remonter du début des années 1980 au milieu des années 1990, puis de diminuer à nouveau jusqu'en 2004.

En 2014, ce sont les familles monoparentales (à 85 % des femmes seules avec enfants) qui ont vu leur situation le plus se dégrader. Leur taux de pauvreté a augmenté de 1,4 % pour atteindre 35,9 % (contre 11,4 % pour les couples avec



Un dispositif appliqué dans un premier temps aux assurances privées, individualise les couvertures sociales et attaque le principe de la mutualisation des risques entre malades et bien portants. L'assureur Generali va proposer aux 134 000 entreprises qui ont souscrit à ses contrats collectif santé d'adhérer à une assurance santé comportementale. Les salariéEs pourront répondre à un questionnaire portant sur leur profil personnel et médical : âge, poids, taille, alimentation, activité physique, bilan sanguin, tension, consommation de tabac, nombre de visites médicales, situation par rapport au stress. Ils recevront des objectifs personnalisés (maigrir, faire du sport...) et s'ils les atteignent bénéficieront de cartes cadeaux...

Contrairement à d'autres pays européens, la législation française ne permet pas pour le moment d'appliquer des bonus-malus sur les tarifs santé, mais les assureurs essaient de contourner ce dispositif. Le Big data (c'est-à-dire la collecte et traitement informatique d'une masse énorme de données) peut permettre des avancées importantes grâce à la médecine prédictive, mais c'est aussi pour les grandes sociétés du numérique et les assurances une opportunité énorme pour accroître leurs profits. Tous les remboursements de la Sécu sont codifiés, le système d'information inter-régime de l'assurance maladie enregistre le contenu d'1,2 milliard de feuilles de soins, 500 millions d'actes médicaux, 11 millions de séjours hospitaliers. La loi Touraine autorise l'accès à ces données aux organismes à but lucratif sous la rude condition de réaliser une étude d'intérêt public ! La connaissance de la date et du lieu de naissance de l'assuré suffit pour lever l'anonymat des dossiers et exploiter les informations sur les comportements individuels.

#### Du Big data à Big brother

Les assureurs cherchent aussi à collecter des informations grâce aux appareils connectés qui enregistrent des données (tension, sommeil...). Ainsi Axa a mis en place un contrat complémentaire santé connecté : les 1000 premiers souscripteurs ont reçu une montre comptant leurs pas, et ceux qui faisaient plus de 7000 pas par jour des chèques cadeaux. Axa lève aussi des fonds destinés à la création d'une application qui a pour objet de réduire ses coûts en incitant les assuréEs à respecter leurs traitements médicaux. L'assurance comportementale est attentatoire aux libertés et aggrave les inégalités d'accès aux soins. Les plus pauvres seront doublement défavorisés. Déjà contraints de

## COMPLÉMENTAIRE SANTÉ

# Coupable d'être malade ?

*L'adhésion à une complémentaire santé d'entreprise est obligatoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la part des remboursements de la Sécurité sociale diminue au profit des mutuelles et des grands groupes d'assurances qui les absorbent et s'accaparent une part croissante du « marché de la santé ». C'est une arme de destruction de la Sécu, l'offensive contre le système solidaire se poursuit.*



renoncer à des soins, ils n'auront pas les moyens financiers et culturels de répondre aux exigences des assureurs (comportement alimentaire, activité physique)... et seront donc culpabilisés et punis. La santé n'est pas une marchandise, les intérêts privés et lucratifs n'y ont pas leur place. Tous les frais de santé doivent être remboursés à 100% par la Sécurité sociale qui doit être garante du respect total du secret médical. Le patronat et l'État ne doivent donc avoir aucune place dans la gestion de la Sécu. Ses administrateurs doivent être élus, contrôlés et révocables par les assurés sociaux, et doivent disposer de tous les pouvoirs pour accomplir pleinement leur mission, notamment de permettre l'accès aux soins à tous, sans discrimination.

S. Bernard

## ÉDUCATION NATIONALE L'offensive du gouvernement se poursuit

*On connaît les difficultés importantes en cette rentrée : poursuite de la territorialisation avec la réforme des « rythmes », explosion des effectifs en lycée et surtout mise en place de la réforme du collège, qui concerne tout l'enseignement...*

Dans ce contexte, le gouvernement remet à l'ordre du jour un projet de réforme de l'évaluation des personnels, dans le cadre de l'application du protocole PPCR. Poursuivant le blocage des salaires (contrairement aux affirmations de la ministre Vallaud-Belkacem sur une « revalorisation »), le gouvernement reprend surtout l'essentiel du projet Châtel-Sarkozy de 2011 rejeté par les personnels et les syndicats. Ce projet prévoit l'introduction des entretiens professionnels et la rédaction d'un « bilan professionnel » par l'enseignantE où celui-ci serait sommé de prouver « son implication dans les relations de l'école/établissement avec son environnement », de justifier qu'il se « forme » pour développer ses « compétences »... En un mot, il doit « se vendre » !

Un « accompagnement », c'est-à-dire la soumission à une pression permanente et à une mise sous tutelle, peut-être déclenché à tout moment. Dans le secondaire, le projet est aggravé par le rôle plus grand donné aux chefs d'établissement, y compris sur le plan pédagogique.

#### Imposer le retrait du projet et l'arrêt des « concertations »

Ce projet répond à un objectif : mettre en œuvre intégralement la « refondation » et remettre en cause la notion même de liberté pédagogique. Les enseignantEs seraient évalués non sur l'enseignement mais sur une multitude de tâches imposées localement. Après avoir accepté de « négocier » en pléines vacances sur ces bases inacceptables, les directions des organisations syndicales s'apprêtent



Les profs vont-ils devoir se vendre ? DR

de nouveau à poursuivre leur participation dès ce mois-ci. Ce projet commence à faire parler dans les salles de profs, et des contradictions vont apparaître dans les organisations syndicales, en particulier la FSU. Face à une telle menace contre le statut des enseignants et le cadre national, l'urgence de l'heure est d'informer partout, d'imposer la rupture des « concertations » et que l'unité se réalise sur la revendication du retrait pur et simple de ce projet.

Éric Aba

## TRAVAIL SOCIAL

# « La loi travail c'est dégueulasse ! »

*Sur ce slogan « nouvelle génération » révélateur d'un profond sentiment de ras-le-bol, un cortège d'étudiantEs d'une école de travail social a rejoint la première manifestation du secteur social de la rentrée...*

Ainsi, jeudi 8 septembre, ce sont près de 300 étudiantEs, professionnelEs et formateurEs, qui ont manifesté devant la Commission professionnelle consultative du travail social (CPC), en direction du ministère des Affaires sociales et de la Santé, pour défendre leurs métiers, dénoncer la marchandisation du secteur et la réforme qui s'apprête à rendre polyvalent et à déqualifier massivement. Ils et elles étaient nombreux malgré les difficultés de ce secteur peu syndiqué à se regrouper, très éclaté dans d'innombrables structures et établissements, privé comme public. Mais le gouvernement n'a pas daigné recevoir une délégation issue de l'intersyndicale des EGATS (états généraux alternatifs du travail social) et de la commission d'action du travail social de Nuit debout (CATS), montrant une fois de plus son mépris du terrain et sa vision du « dialogue social ». Cette manifestation, dans la continuité des mois de mobilisation contre la loi travail et autour de revendications sectorielles, s'est révélée réussie. Diffusions de tracts sur les lieux de travail et de formation, collages d'affiches, activation du réseau et rappels de tous les contacts, autant de tâches qui ont permis de raviver et de capitaliser l'expérience des mois de lutte contre la loi travail.

#### Convaincre, élargir

À l'issue du parcours, une AG s'est tenue. S'y sont retrouvés les manifestantEs, avec au moins six écoles représentées, une vingtaine de camarades de Marseille montés à Paris pour l'occasion, des militantEs de Rouen, Lyon, etc. Cette AG a tracé des perspectives, permis de renforcer les liens afin de continuer à construire la mobilisation, et s'est dotée d'un appel large et d'un slogan, envisageant de futures actions lors des prochaines CPC ou lors d'événements publics des fossoyeurs du social.

À partir des préoccupations spécifiques de chacunE sur leurs lieux de travail et écoles, articulées aux réformes du secteur et en lien avec la loi travail, l'objectif reste le même : convaincre les collègues et élargir la mobilisation. La question de la grève se pose, et la journée de mobilisation du 15 septembre est la première échéance à construire. Des AG sont prévues sur différentes écoles avec en perspectives la multiplication de grèves, débrayages et actions de la jeunesse travailleuse en formation dans le secteur social.

Pour inverser le rapport de forces face à ce gouvernement qui, de 49,3 en 49,3, n'a eu de cesse d'ignorer les mobilisations, un mouvement d'ensemble est nécessaire. C'est aussi l'enjeu de l'AG interpro et interlutte qui a lieu ce jeudi 15 à la Bourse du travail de Paris. Il faudra pousser les syndicats pour que leur combativité soit enfin à la hauteur des enjeux. La perspective de la grève générale reste bien la ligne d'horizon stratégique.

Yovli, Elish et Tys

(militantEs et travailleurEs du secteur social)

enfants). La hausse du temps partiel imposé explique en bonne partie cette évolution.

#### Hausse de la pauvreté absolue depuis le début de la crise

Ce « taux de pauvreté monétaire » est en fait un indicateur d'inégalités puisque les pauvres sont ceux qui ont un niveau de vie inférieur à 60% du niveau de vie médian. On définit le niveau de vie d'un ménage par le revenu disponible (après redistribution) rapporté au nombre d'unités de consommation (pour prendre en compte la taille du ménage). Le niveau de vie médian est celui au-dessus duquel se situe la moitié de la population, l'autre moitié se situant au-dessous. Les inégalités augmentent donc tendanciellement depuis une dizaine d'années.



France état des lieux... PHOTOTHÈQUE ROUGE / FRANCK HOULGATTE

En 2012 et 2013, elles avaient régressé en raison de la baisse des revenus du

patrimoine. En 2014, elles se sont stabilisées. Mais avec la crise, ce n'est pas seulement la pauvreté relative qui progresse, mais aussi la pauvreté absolue, ce que l'Insee appelle la « pauvreté en condition de vie » (ceux qui ne bénéficient pas des éléments essentiels au bien-être matériel élémentaire). Le taux de pauvreté absolue a augmenté en 2013 pour atteindre 12,5%. Le niveau de vie médian a baissé de 1% entre 2008 et 2014, et celui des 10% les plus pauvres de 3,6%.

#### Les promesses du capitalisme en crise : encore plus de misère et d'inégalités

Si les inégalités progressent légèrement en France, elles progressent fortement dans les pays qui ont mis en place les fameuses « réformes structurelles »

avant ou après la crise. Ainsi, le taux de pauvreté est passé de 12,2% à 16,7% en Allemagne entre 2004 et 2013, et de 19,6% à 23,1% en Grèce entre 2004 et 2012. Dans l'Union européenne, le taux moyen de pauvreté était de 17,2% en 2013.

Les conséquences sociales de la crise sont malheureusement encore à venir. D'une part, parce que le gouvernement français est en « retard », par rapport à ses voisins, dans la mise en place des « réformes structurelles ». Mais il a commencé à rattraper son retard... avec la loi travail. Des contre-réformes qui vont produire une explosion des inégalités, aujourd'hui relativement contenues en France. D'autre part, une prochaine récession s'annonce à relativement brève échéance. La croissance ralentit dans les pays « émergents ». Aux

USA, les profits ont chuté entraînant une baisse de l'investissement ces derniers mois. La bulle financière ne cesse d'enfler. Un rebond de la crise au cœur d'une dépression économique qui dure désormais depuis 8 ans entraînera une aggravation des politiques d'austérité et menacera les piliers de la protection sociale.

Le capitalisme en crise profonde doit détruire les conquêtes essentielles du salariat pour se régénérer, cela avec la promesse d'une société anomique du tous contre tous et du repli sur soi. D'où l'urgence d'unifier notre classe autour d'un projet de rupture avec le capitalisme, fondée sur l'expropriation des grands groupes capitalistes et le contrôle des travailleurEs sur les moyens de production pour satisfaire les besoins.

Gaston Lefranc



**L'Anticapitaliste la revue**  
Le n°79 est disponible



**Vous pouvez vous le procurer** en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

**L'Anticapitaliste,**

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex.  
Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

## Les comités en action!

**Alex (26) Les fachos refoulés du village!** Le conseiller municipal d'extrême droite de Montélimar et les deux ou trois élus FN du département sont de doux rêveurs. Ils se voyaient à la tête d'un « Pegida » drômois qui allait bouter les réfugiés du petit village d'Alex. Ils se sont trouvés à la tête d'un petit cortège d'une centaine de militantEs dont certains arrivés en véhicules immatriculés 06, 13, 69 et 07, avec un SO d'une quinzaine de quadragénaires sentant le pastis à 10 mètres à la ronde.



Partis du parking du village où leurs BMW côtoyaient d'autres voitures de luxe, ils se sont heurtés au barrage de la population devant la mairie, et après deux heures de face à face, ils ont dû repartir sous les huées, laissant le village aux mains de jeunes et moins jeunes citoyenEs, fiers d'accueillir des réfugiés dans nos villages. Car la population drômoise était bien là, rassemblée en 24 heures. 250 citoyenEs frappaient dans leur mains en scandant « Solidarité avec les réfugiés » ou encore « F comme fasciste, N comme nazi, à bas le Front national ». Syndicalistes de la CNT ou de SUD, militantEs du NPA, d'EÉLV, de la GR, des « Nuits debout » de Valence, Crest, Montélimar, du Teil ou de Romans, mais surtout une foule de personnes révoltées contre la bêtise crasse de ces nostalgiques des dictatures nazies et fascistes. Un conseil municipal va se tenir et nous serons de nouveau nombreux à soutenir les habitantEs d'Alex pour imposer au maire de respecter la décision préfectorale d'accueillir des familles de réfugiés dans notre département. La lutte continue et nous pourrions toutes et tous être fiers d'avoir ridiculisé

un parti xénophobe et menteur qui annonce 300 manifestants sur son site... avec une photo intégrant les antifascistes dans ses rangs...

**Strasbourg (67) Une étape supplémentaire dans la criminalisation du mouvement social.** Samedi 9 avril, des milliers de manifestantEs ont protesté dans les rues de Strasbourg contre la loi travail. En fin de manifestation, les forces de police, après des tentatives de provocation et d'intimidation et usant allègrement de la matraque et du gaz irritant, s'en sont pris sauvagement à plusieurs militantEs et ont interpellé quatre d'entre eux-elles. Ils n'ont pas hésité à encercler le camion sono de la CGT où une militante poursuivie s'était réfugiée. Au final, l'opération de répression, dont les images montrant des policiers bientôt rejoints par une patrouille sentinelle ont alimenté les réseaux sociaux, s'est soldée par 4 interpellations aboutissant à un placement en détention, ainsi que des peines de prison avec sursis augmentées de fortes amendes en faveur des flics constitués partie civile.

## Fête de l'Humanité

# Le NPA bien présent et dynamique!

**S**ur notre stand se sont succédés débats, dédicaces et présentations d'auteurs avec la librairie La Brèche, interventions de nos porte-parole, et bien évidemment moments festifs autour d'un verre et du barbecue. Les discussions ont été nombreuses dans une fête qui regroupe, au-delà des militantEs et sympathisantEs du PCF, de nombreuses forces et acteurs du mouvement social et politique à la gauche du gouvernement.

### Agir en cette rentrée

La question sociale reste bien entendu au centre des préoccupations. La préparation du 15 septembre polarise l'activité des militantEs syndicaux combattifs. Les conflits contre les licenciements reviennent également sur le devant de la scène, tout comme la lutte contre la répression qui frappe durement bon nombre de syndicalistes. Plus que jamais, c'est le moment de développer les solidarités, unifier les luttes dans un mouvement d'ensemble contre le gouvernement.

Mais l'un des obstacles vers cet affrontement central est bien l'offensive raciste contre les migrantEs et islamophobe contre les musulmanEs, menée conjointement par la droite, l'extrême droite mais également par Valls et Cie. Trouver le chemin vers la construction d'un mouvement de masse contre le racisme et l'islamophobie, unifier notre camp social, a nourri bon nombre de discussions pendant ces trois jours.

### Pour une alternative politique anticapitaliste!

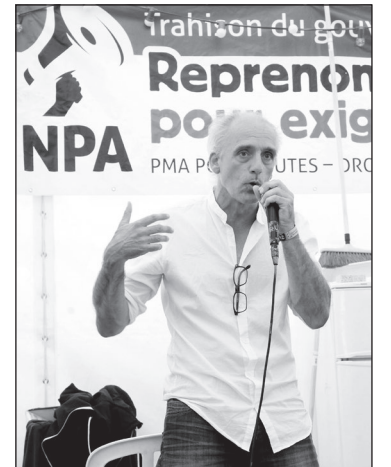
La Fête de l'Huma, notamment à la veille d'une séquence électorale centrale, c'est aussi le défilé de tous ceux qui à gauche prétendent défendre une politique alternative au gouvernement. Bon nombre d'anciens ministres de Hollande sont venus défendre l'unité de « toute la gauche » au côté du PCF de Pierre Laurent... Mais sans trancher leur rapport avec le PS et ses primaires!

Quant à Mélenchon, s'il ne s'inscrit pas dans cette démarche, sa dérive souverainiste, son culte de sa personnalité tout comme ses dérapages successifs contre les musulmanEs ou les travailleurs détachés, ne lui permettent pas

*Cette année encore, le stand du NPA à la Fête de l'Humanité n'a pas désempilé durant ce week-end politique et festif! Et pour cause, les sujets de discussions ne manquaient pas: mobilisation pour le retrait de la loi travail, offensive raciste et islamophobe, perspectives pour 2017...*



À gauche: sur le stand du NPA, la fête oui, la lutte aussi! À droite: samedi, prise de parole de Philippe Poutou. PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MILO



d'incarner une réponse politique de rupture.

C'est un tout autre message que sont venus porter dans cette fête notre candidat pour 2017 Philippe Poutou qui a pris la parole samedi après-midi, et ses trois porte-parole, Olivier

Besancenot, Christine Poupin (qui est aussi intervenue pour le NPA dans un débat organisé par Ensemble) et Armelle Pertus. Nous sommes celles et ceux qui, dans l'année qui vient, tenteront d'être les meilleurs constructeurs des luttes sociales

tout comme des luttes contre les oppressions et les discriminations. Celles et ceux qui cherchent à unifier notre camp social pour s'affronter au gouvernement, pour en finir avec le capitalisme!

*Sylvain Loube et Popo Salinguer*

## Les Nôtres

*La disparition soudaine de notre camarade Pascal Oriot, lundi 29 août, nous a tous saisi d'effroi. Il était de ceux qui n'ont pas renoncé à changer le monde.*

## Pascal Oriot dit « Copas »

Licencié à plusieurs reprises et inquiété en raison de son activisme, il se tiendra « à carreaux » quelques années, du moins en apparence... Il trouve finalement un emploi administratif à l'hôpital de Monaco, où il effectuera l'essentiel de sa carrière. Militant actif au sein du syndicat des agents hospitaliers à l'hôpital « Grace-de-Monaco », Pascal siégeait également au comité fédéral de l'Union des syndicats de Monaco. Toujours proche des positions politiques de la LCR, il participe, dès son origine, à la création du NPA. Internationaliste, à l'écoute de toutes les tensions sociales, il nous relatait régulièrement telle ou telle mobilisation à l'autre bout de la planète. Marxiste révolutionnaire, Pascal n'oubliait pas pour autant les autres terrains de lutte, en particulier pour la liberté de circulation des personnes, avec la situation tragique des migrantEs.



L'Union des syndicats de Monaco et le NPA 06 lui ont rendu ce 8 septembre un brillant hommage au siège de l'USM, avec de nombreux témoignages d'amitié de ses collègues, sa famille, ses amiEs et de nombreux militantEs de l'USM, du NPA, d'Ensemble et de l'ex-LCR. Sa disparition nous fait perdre un militant sincère et un ami. C'est dans les combats que nous poursuivons que nous resterons fidèles à sa mémoire.

*Pour le NPA 06, Patrick Bellois*

C'est seulement au milieu du mois de juin, soit plus de deux mois après les faits, que notre camarade Burak Sayim, étudiant à Strasbourg et militant du NPA, apprenait que lui aussi serait poursuivi. Très vite, le soutien s'est organisé autour de Burak, avec notamment une pétition de soutien signée par plus de 2600 personnes (dont une soixantaine de personnalités nationales et locales) et quatorze organisations (politique, syndicale et associative). Une campagne de collage d'affiches et de distribution de tracts est organisée, ainsi qu'un rassemblement le jour du procès devant le tribunal. Le procès a eu lieu mardi 6 septembre. Sur la seule base du témoignage des flics et sans preuve, notre camarade a été reconnu coupable et condamné à un mois de prison avec sursis et 400 euros d'amende: plus sévère que les réquisitions du procureur... Cette peine exemplaire traduit le caractère politique de la répression féroce du mouvement social. Elle a pour but d'intimider, violenter et condamner la jeunesse, les salariéEs et les chômeurEs qui combattent la politique antisociale et répressive du gouvernement

Hollande-Valls. Plusieurs autres militantEs anti-loi travail ont été lourdement condamnés et d'autres poursuivis. Le prochain procès a lieu le 15 septembre. Le calendrier judiciaire s'accélère et les condamnations s'enchaînent les unes après les autres. Dans ce contexte, il est urgent de s'organiser politiquement face à la répression.





Roman autobiographique

# Petit pays, Gaël Faye

Grasset, 2016, 18 euros

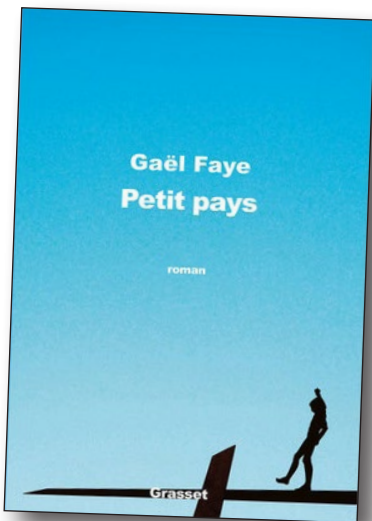
«*Petit pays*», c'est le nom, affectif, que Gaël Faye a donné au Burundi, où il est né en 1982 et qu'il a quitté pour la France en 1995...

Rwandais par sa mère, Français par son père, Gaël Faye est retourné vivre il y a un an à Kigali, la capitale du Rwanda. Avec sa compagne, il est engagé dans le Collectif des parties civiles pour le Rwanda. «*Il y a encore des anciens bourreaux en liberté en France, protégés par des connivences politiques, des amitiés bien placées qui leur vaut le statut de réfugiés. Et je ne parle là que des "cerveaux", pas des petites mains...*», a-t-il confié dans une interview au Point le 1<sup>er</sup> septembre dernier.

1990, au sommet franco-africain de La Baule, Mitterrand lance la «*démocratisation*» de l'Afrique dans la foulée de la chute du mur de Berlin. Dans plusieurs pays, un multipartisme est annoncé, des élections organisées, des opposants s'affichent à visage découvert. Mais dans les faits, l'État français continue de faire et défaire les régimes dictatoriaux au gré des intérêts des Bouygues, Bolloré ou Elf (Total). Au Burundi et au Rwanda, anciennes colonies belges tombés sous la tutelle française dans les années 1975-1978 comme l'ancien Zaïre (RDC) tout proche, l'État français perpétue le «*diviser pour régner*» du colonialisme belge, entretient et instrumentalise les rivalités entre Tutsis et Hutus. Au Burundi, un coup d'État militaire renverse le président vainqueur aux élections, débouchant, en 1993, sur une guerre civile. Moins d'un an plus tard, des centaines de milliers de Rwandais, en majorité Tutsis, meurent sous les coups des milices hutues qui avaient été organisées et entraînées par des militaires français.

**Sensibilité et révolte**

Ces événements sont en toile de fond de son livre. Son autobiographie, il l'a d'abord chantée, en



rap, dans un album intitulé *Pili pili sur un croissant au beurre* dont plusieurs titres, *Petit pays*, *Métis* évoquent la tragédie du génocide et la difficile recherche de sa propre identité, à l'intersection de deux origines.

Dans son roman, qu'il a écrit à la première personne, le narrateur-personnage, «*Gabriel*», vit des événements qu'il n'a pas lui-même vécus, et surtout avec une lucidité qu'il n'avait pas. «*J'avais envie d'écrire ce livre pour recréer mes après-midi d'enfance à Bujumbura, les jeux, les odeurs, les arbres; envie de mettre en scène cette douceur-là, d'expliquer cette enfance presque en prenant la main à quelqu'un*

*qui ne connaît rien du Burundi. Ni des Hutus ni des Tutsis, même si sur ce chapitre, je suis incapable d'expliquer puisque je ne comprends pas moi-même...*»

Gaël Faye se défend d'avoir raconté sa propre histoire sauf l'enfance protégée et privilégiée qu'il a eue, ce «*cocon*» qui a explosé sous l'effet d'une violence et d'une horreur dont il est impossible de rendre compte en littérature. Mais son récit rapporte des faits et des histoires personnelles dont il a été le témoin indirect. Il décrit comment une vie «*normale*», paisible, peut basculer dans la tragédie, la vie des domestiques de la famille de Gabriel, victimes de la réactivation des haines entre Tutsis et Hutus, puis des personnes de la famille de sa mère, rwandaise, des Tutsis massacrés en avril 1994.

Avec une sensibilité et une révolte qui font la beauté de ce livre, à lire et à faire lire.

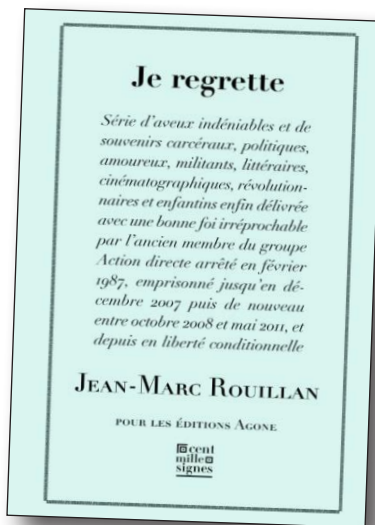
Galia Trépère

Essai

# Je regrette, Jean-Marc Rouillan

Agone, 2016, 9,50 euros

Non, rien de rien... Rédigé du fond de sa cellule pendant l'hiver 2010, alors qu'il était réincarcéré pour délit d'opinion, Jean-Marc Rouillan nous propose dans sa nouvelle parution de partager ses souvenirs carcéraux, littéraires, militants et amoureux. «*Je m'appelle Rouillan Jean-Marc, j'ai 63 piges et viens d'un monde qui n'existe plus*». Ainsi se présentait-il à *Libération* en février dernier. Alors qu'il est de nouveau l'objet d'un acharnement de la police de la pensée étatique et qu'il risque une nouvelle incarcération, Jean-Marc, à travers 197 courts chapitres ou simples citations, nous entraîne vers des contrées magnifiques sur près d'un demi-siècle. Celles de nos adolescences tumultueuses dans un monde encore non «*globalisé*» qu'il était encore fascinant de parcourir et découvrir. Celles de nos saines révoltes militantes où l'internationalisme ne se payait pas de mots, mais d'actes. Celles d'un basculement culturel, en particulier musical, qui



échappait encore pour peu de temps aux «*majors*» internationaux, où les festivals pop rassemblaient des centaines de milliers de jeunes de tous les pays. Celles où la gratuité dans les concerts n'était pas une revendication mais une exigence que nous imposions. Celles d'un cinéma engagé qui nourrissait tout

autant nos esprits que les lectures de Marx, Engels, Lénine, Mao, Bakounine ou Debord. Celles où les barrières entre vie militante et vie personnelle n'existaient pas. Mordre la vie à pleine dents! Ne rien regretter? Si... Les camarades tombés dans les combats «*Je regrette de n'avoir pu sauver Salvador Puig Antich du garrot... je regrette de m'être dit "ça aurait pu être moi!" et d'avoir claironné dès ce moment là "Je suis déjà mort une fois"...*» On l'aura compris, ce livre – magnifiquement relié «*à l'ancienne*» – est à consommer de toute urgence et sans modération. Au retour de l'université d'été du NPA, pris dans des embouteillages, nous en avons fait une lecture collective sans qu'aucun des passagers ne manifeste la moindre lassitude. Allez, une dernière pour la route: «*Je regrette de n'avoir pas participé à la Grande Évasion – assis sur le porte-bagages de Steve Mc Queen*»... Sacré Jean-Marc!

Alain Pojolat

Cinéma

# Comancheria de David Mackenzie

Avec Jeff Bridges, Chris Pine et Ben Foster. Sortie le mercredi 7 septembre 2016

Le réalisateur écossais (avec Taylor Sheridan comme scénariste) s'essaie au genre de l'Ouest américain. Pour sauver leur ranch décrépi et hypothéqué, deux frères décident de braquer les agences de la banque à qui ils doivent de l'argent. L'histoire est bien foutue, bien rythmée, le suspense parfait. C'est un mélange de polar, de western, où la question sociale et les identités transpirent à chaque séquence. L'ouest du Texas, la terre des Comanches, en pleine crise, sur fond de pétrole,



où les banques s'emparent des terres des paysans endettés. On y retrouve la crise des années trente, les Raisins de la colère, dans sa version contemporaine. Les éoliennes qui grincent, les chevalets à pétrole, les voitures poussiéreuses, les ranchs miteux, les plaines traversées par des routes infinies. Les deux frères tentent de sortir de la misère l'arme au poing. Leur révolte a une dimension sociale partagée par les exclus de la crise.

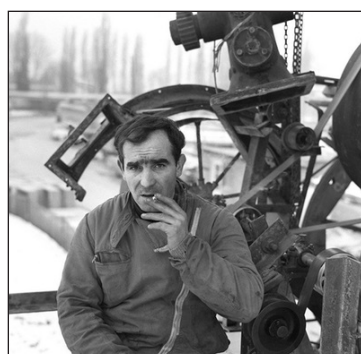
C'est un film d'hommes, de couples d'hommes, les deux frères (Chris Pine et Ben Foster), les deux flics (Jeff Bridges et Gill Birmingham), dans lequel les femmes tiennent les seconds rôles – ex-compagne, caissières, serveuses – mais qui sont pourtant d'importance et particulièrement soignés. Et avec une bande son faite de country pour parfaire le plaisir total que procure ce film.

Jean-Marc Bourquin

Art

# Hommage à Jean Tinguely

Les Nouveaux Réalistes continuent à susciter un intérêt international. Ce retour à une perception différente de la réalité qui a marqué les années 1960, cette réaction à l'abstraction ambiante, néanmoins éloignée de la figuration jugée (à l'époque) «*petite bourgeoise*» a suscité de grandes expositions ces dernières années: Martial Raysse, Niki de Saint-Phalle, Jacques Villeglé et Raymond Hains récemment. C'est au tour de Jean Tinguely. Artiste suisse (1925-1991), le 25<sup>e</sup> anniversaire de sa mort donne lieu aux inévitables célébrations, notamment une grande rétrospective à Düsseldorf et bientôt



à Amsterdam, sans oublier ses espaces permanents à Fribourg et à Bâle. À Paris, on peut rêver toute l'année devant la *Fontaine Stravinsky*

réalisée en commun avec sa compagne Niki de Saint-Phalle au pied du Centre Pompidou: les machines aériennes et animées de l'un y côtoient les personnages dodus et colorés de l'autre. Et c'est à la Galerie Vallois que l'on peut admirer jusqu'au 29 octobre un ensemble exceptionnel de ses sculptures et reliefs animés datant des «*'60s*» des *Balubas* aux *Radio WNYR*, œuvres hétéroclites de pièces et objets métalliques divers, jouets, plumes, etc., animées par un moteur électrique et produisant parfois des sons. Assemblages d'une légèreté et d'une grâce qui semblent défier la matière, ils n'en restent pas moins un simple détournement des objets du quotidien, à l'instar des affiches lacérées par Jacques Villeglé, les accumulations d'Arman

ou les objets de consommation de Martial Raysse. Produites à une époque où, en Europe, on s'activait dans les usines autour de chaînes de production déshumanisées, les œuvres de Tinguely donnent à la machine de la poésie, de la fantaisie et même de la voix. Des œuvres emblématiques des «*'60s*», où le couple iconoclaste Tinguely / Niki de Saint-Phalle dynamite le monde de l'art, lui dans l'éclatement de la machine industrielle, elle dans l'image de la femme libérée. À voir, et à mettre en regard de la prochaine exposition des œuvres de Gilbert Peyre «*l'électromécanomaniaque*», à la Halle Saint-Pierre à partir du 16 octobre. Ugo Clerico

1-33 et 36, rue de Seine, Paris 6<sup>e</sup>.

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44  
Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :  
Lundi : 14 h – 20 h,  
mardi au samedi : 12 h – 20 h



# « Si on pouvait déjà commencer quelque chose... »

**Entretien.** Journaliste, réalisateur, tout simplement militant, **François Ruffin** était l'invité de notre Université d'été.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

Cela fait 17 ans que tu as fondé et que tu animes le journal *Fakir* (outre ton travail dans l'émission «*Là-bas si j'y suis*» avec Mermet). Pourrais-tu nous dire quelques mots sur le type de journalisme que tu pratiques ?

Je me suis mis à faire quelque chose dont je suis devenu conscient plus tard : pas seulement du journalisme engagé mais aussi du journalisme d'action. Je voyais bien que quand on sortait un dossier, des infos dans *Fakir*, cela n'avait pas d'impact parce que notre poids est tout à fait limité. À la différence de quand je travaillais chez Mermet, on n'entraînait pas de réaction de média, de responsable, de syndicaliste, de politique...

Je me suis donc mis à faire un service après-information : s'il y a quelque chose que je trouve pas juste, sur lequel on a écrit, il faut se retrousser les manches et voir quels sont les chemins pour résoudre le problème. C'est visible dans *Merci Patron*, mais cela fait des années et des années qu'au niveau du journal, on pratique cela. Ainsi dans l'avant-dernier numéro, cette salariée de Onet virée de son poste en gare d'Agen, ou bien l'affaire sur laquelle je suis actuellement, Ecopla, une boîte de l'Isère qui a un projet de SCOP et pour laquelle Macron n'a jamais répondu ; hier on a donc passé notre journée à interpellier Bercy et Macron, on s'est fixé un plan de bataille... De même pour la défense des auxiliaires de vie sociale qui, dans la Somme et ailleurs, vont perdre à peu près 25% de leur salaire, cela dans une complète indifférence.

**Au cours des derniers mois, le film *Merci patron*, que tu as réalisé, et *Nuit debout*, dont tu as fait partie des initiateurs, ont été au cœur du mouvement contre la loi travail. Quel bilan tires-tu de cette séquence ?**

Nuit debout, c'est finalement dans la même logique : qu'est-ce que l'on peut faire au niveau de l'action ? Pour tirer un tel bilan, il faut voir d'où l'on partait : l'hiver dernier dans ma région, Marine Le Pen faisait 42% au premier tour des élections, envisageant la prise de la région ; face à cela, une « gauche » de gouvernement qui ne fait rien de gauche ; une gauche critique inaudible ; un vrai désert de morosité... Avec toutes les réserves, on peut donc dire qu'à gauche, ce printemps, il s'est passé quelque chose. Cela nous a donné un peu d'oxygène, avec un mouvement qui a su trouver plusieurs formes d'expression : le collectif « On vaut mieux que ça », la pétition « Loi travail, non merci » ; les manifestations plus traditionnelles ; des blocages ; Nuit debout... Et ce n'est pas « nouveaux moyens »

contre « anciens moyens » : on a choisit de lancer Nuit debout à Paris le soir d'une manifestation de l'intersyndicale, de s'appuyer sur celle-ci. On veut être dans l'alliance entre cadres traditionnels et formes d'expression nouvelles. Cela dit, il y a toutes les limites rencontrées : la masse critique n'a pas été atteinte dans les manifestations (à part le 14 juin), ainsi que dans les secteurs en grève (hormis quelques points de blocages comme Le Havre, avec des secteurs avancés mais trop isolés).

**Tu cites une phrase de Lénine sur la nature d'une situation révolutionnaire pour insister sur la nécessité que « ceux du milieu » basculent du côté de « ceux d'en bas ». Comment vois-tu ça dans le contexte actuel ?**

Cette citation était déjà dans Une de *Fakir* il y a à peu près deux ans. Cela part d'une sorte d'intuition d'Emmanuel Todd dans *l'Illusion économique* : à la différence des « éduqués », les classes populaires se prennent la mondialisation droit dans la gueule. Si tu regardes les statistiques, depuis les années 1980, les professions intermédiaires ont en gros un taux de chômage de 5%, alors que les ouvriers non qualifiés ont un chômage au-dessus de 20%... Cela se voit aussi évidemment au niveau des revenus. C'est un divorce économique qui produit aussi un divorce politique : des ouvriers qui ont voté Mitterrand en 1981 peuvent voter aujourd'hui FN ; en 2005, 80% des ouvriers ont voté Non au Traité constitutionnel européen alors que 56% des cadres et 54% des enseignants ont voté pour le Oui.

L'une de mes réponses est que quand on interroge les classes populaires, pour eux le protectionnisme est une évidence : il faut recourir à des outils de régulation pour ne pas être en concurrence avec le salarié roumain ou chinois. C'est à mon avis l'un des points de blocage dans la gauche critique : il faut intégrer cette préoccupation et en faire quelque chose de positif, ne pas laisser cette arme aux mains du FN...

**Justement cette « gauche critique », la « gauche de gauche », la gauche radicale... peine à se faire véritablement entendre alors**

que les idées antilibérales, voire anticapitalistes, peuvent avoir une audience large dans la société française. À quoi est-ce que cela tient ?

Dans la société, il y a un potentiel : nos idées ont des racines. Cela dit, moi j'appartiens à cette gauche critique, mais j'en ai honte... C'est de l'infantilisme : la division, les egos, les querelles... Qui peut avoir envie de ça ? À part ceux qui pensent politique toute la journée, personne ne comprend ce qui se passe à gauche du PS. Tant que la masse critique n'est pas atteinte, quitte à ce qu'il y ait des divergences en son sein, on reste invisible. Qui fait vraiment la différence entre le NPA, LO, Ensemble, le PG... ? Il y a là un gros, gros, gros soucis. Pour moi, Mélenchon fait partie de la même famille, mais en tant qu'individu, on peut dire qu'il est « visualisé », son parti non. Et il faudrait qu'il n'y ait pas qu'un seul individu...

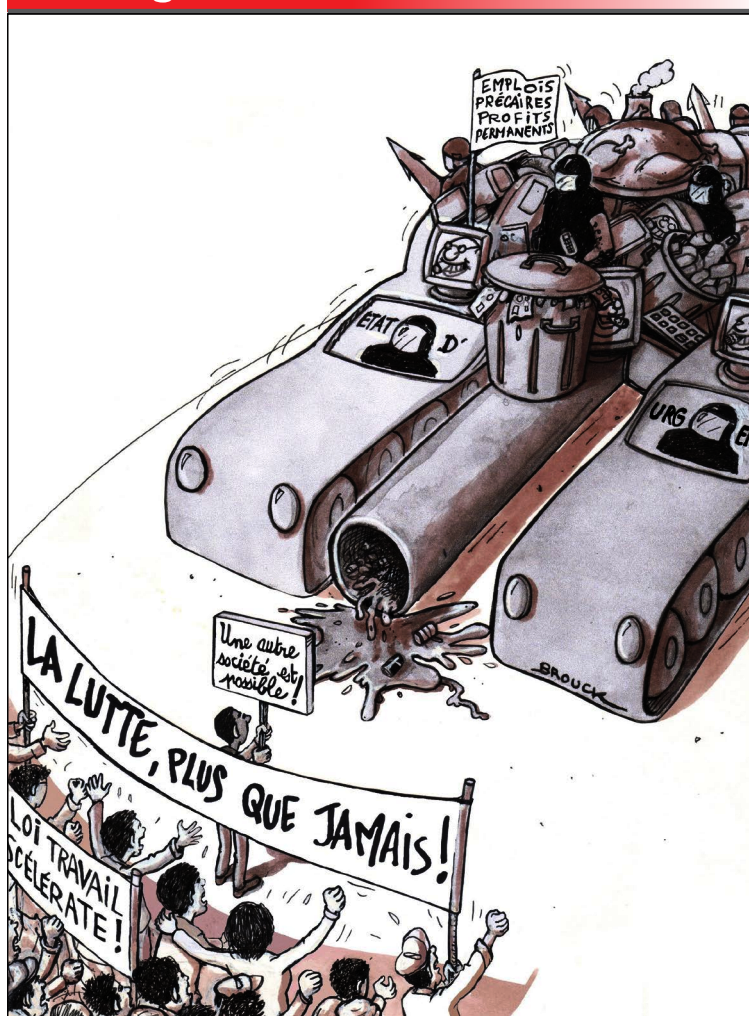
**Tu as souvent plaidé pour l'unité à la gauche du PS. Sur quels axes programmatiques pourrait-on converger et à quels dangers doit-on faire face ?**

Moi je suis d'abord pour mettre la charrue avant les bœufs : je suis pour rassembler les gens avant le programme. Il faut se frotter ensemble... Dans le dernier numéro,

on fait un entretien avec Chantal Mouffe qui pense ce que je pense. Je crois que l'on a tous un adversaire commun, mais que le problème de cette gauche, c'est qu'elle ne se sent pas en bataille contre cet adversaire. Alors que quand tu es dans la bataille, ça serre les rangs et tu vois ce qui nous rassemble contre cet ennemi commun. Lui, ce sont les 1% qui, d'après Oxfam, détiennent plus que les 99% ; ce sont les 64 familles qui, dans le monde, détiennent plus que les 50% les plus pauvres ; ce sont les financiers qui décident tant du destin des entreprises que du destin de la planète. C'est bien « la finance », cet ennemi que Hollande pointait en 2012... sauf que nous, on n'a pas lâché et on lâchera pas ! Au lieu de cela, on se regarde le nombril, et quand une organisation ou un groupe d'organisation se regardent le nombril, il trouve toujours des différences. Pourtant, on a un bout de chemin à faire ensemble avant de se trouver au pouvoir... Il y a bien sûr des expériences négatives, mais si on regarde l'histoire, quel est le truc dont on ne peut pas dire « regarde comment ça s'est terminé... ». Si on pouvait déjà commencer quelque chose...

Propos recueillis par Manu Bichindaritz et Ugo Palheta

## L'image de la semaine



## Vu ailleurs

**LACROIX** **PROTESTATION(S).** Pour la troisième fois en moins de deux semaines, Colin Kaepernick ne s'est pas levé jeudi 1<sup>er</sup> septembre, alors que l'hymne américain retentissait dans le stade de San Diego et que le public, comme les joueurs, se tenaient debout, main sur le cœur et regard rivé sur le drapeau. Le joueur de 28 ans de l'équipe des « San Francisco 49ers », dont le père biologique était noir et absent, et la mère blanche et pauvre, et qui a été adopté très jeune par un couple de Blancs, proteste à sa façon contre les violences policières. « Je ne vais pas afficher de fierté pour le drapeau d'un pays qui opprime les Noirs », a-t-il expliqué après être resté assis la première fois. Cet acte lui a valu d'être conspué jeudi à chaque fois qu'il a eu le ballon entre les mains. (...)

Cette attitude alimente la polémique outre-Atlantique. Certains internautes se filment même brûlant un maillot frappé du nom de Colin Kaepernick, en dépit de ses exploits passés. Mais d'autres se ruent pour acheter la tunique, en signe de soutien, au point d'en faire l'un des maillots désormais les plus vendus. (...)

Mieux encore, d'autres sportifs suivent son exemple. Jeudi, un de ses coéquipiers l'a imité à San Diego. Au même moment, à l'autre extrémité de la côte ouest, à Seattle, Jeremy Lane restait aussi sur son banc avant d'affronter l'équipe d'Oakland. Dimanche soir, c'est une joueuse de football qui se joignait au mouvement. Megan Rapinoe, 31 ans, posait un genou à terre lorsque les notes de la « bannière étoilée » retentissaient, en signe de solidarité avec Colin Kaepernick. « C'est vraiment dégoûtant la façon dont il a été traité, la façon dont les médias ont traité cette affaire, dira-t-elle après la partie. Étant homosexuelle, je sais ce que veut dire regarder le drapeau américain en étant consciente qu'il ne protège pas toutes les libertés. »

La polémique a pris une telle ampleur que la classe politique a été interpellée. Depuis la Chine, où il venait de participer au sommet du G20, Barack Obama a défendu lundi 5 septembre la démarche du joueur, jugeant qu'il avait réussi à attirer l'attention « sur des sujets qui méritent d'être abordés » (...).

« Colin Kaepernick divise l'Amérique, mais fait des émules », Gilles Biassette, *la Croix* du 6 septembre 2016

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

**10€ = 3 MOIS D'HEBDO**  
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
	28 € 56 €	20 € 40 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an		
	22 € 44 €		
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
	50 € 100 €	38 € 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois	<input type="checkbox"/> 10 €

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322554755

Date : ..... Signature obligatoire

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)